

fenêtres s/ cours

26 juin 2026
Numéro 512

Le journal de la FSU-SNUipp



À l'école du vivant



actu
Inclusion,
passer de l'utopie
au réel

**décryp-
tage**
Vacances
collectives

**grand
angle**
Bussang
en festival

GMF élue N°1 de la Relation Client dans le secteur Assurance.

C'est aussi ça être assurément humain.



Assurément Humain

* Enquête réalisée par BearingPoint et Kantar en décembre 2025 auprès de clients/usagers d'entreprises/administrations, issus d'un échantillon de 4 000 personnes.
GMF ASSURANCES - Société anonyme au capital de 181 385 440 euros entièrement versé - Entreprise régie par le Code des assurances - R.C.S. Nanterre 398 972 901 APE 6512 Z -
 Siège social : 148 rue Anatole France - 92300 Levallois-Perret.



12 **dossier**

À l'école du vivant

À l'heure où la biodiversité et l'environnement sont en danger, où le croire l'emporte parfois sur le savoir, enseigner les sciences et notamment le vivant est indispensable.

5 **l'enfant**
 Face aux images de guerre

6 **actu**
 Inclusion, passer de l'utopie au réel
 8/ Retraités-es : droits maintenus
 9/ Les discriminations du point de vue des parents / Interview Anne-Cécile Mailfert

10 **grand angle**
 "Pour l'art, pour le peuple"



© Millerand/NAJA

21 **métier&pratiques**

22/ Les "colos" en péril 24/ Évaluations, moins d'écarts ? / Fortes chaleurs 25/ Interview Léa Schneider, pourquoi faire de la musique en maternelle ? 26/ Cap sur l'ISS

32 **société**

L'Espagne régularise massivement / Violences éducatives dites ordinaires... et persistantes / Océans en surchauffe / Interview Marine Pouget

31 **lire/ sortir!**

Des livres pour l'été



34 **inter-view**

Anne Abeillé : « Décaler le temps de l'orthographe pour autoriser d'abord le propos »

éditorial De nouveaux défis

Pour clore cette année, *Fenêtres sur cours* consacre son dossier aux sciences à l'école. Au-delà de l'acquisition des connaissances, faire des sciences dès le plus jeune âge constitue un véritable projet citoyen : celui de distinguer le savoir de la croyance. À l'heure où les réseaux sociaux amplifient les contre-vérités et les obscurantismes, éduquer à la démarche scientifique est un acte de résistance démocratique indispensable pour for-



© DR

ger l'esprit critique de nos élèves. Cette ambition démocratique ne pourra toutefois se concrétiser sans un changement de cap politique et les

moyens budgétaires indispensables à son déploiement.

L'école républicaine est confrontée à de nouveaux défis qui appellent à une volonté politique et de fait, elle doit disposer d'un budget répondant aux besoins réels du terrain (une formation initiale et continue solide, des remplacements assurés, un enseignement spécialisé renforcé...). Pourtant, la réalité que nous vivons est celle de choix politiques dictés par l'austérité. La tendance doit s'inverser.

Dès le mois de septembre, l'ensemble de la Fonction publique sera appelé à se mobiliser. Avec la FSU, la FSU-SNUipp ne laissera pas les débats budgétaires s'ouvrir sans exiger des réponses à la hauteur des urgences. La défense des salaires, des pensions et de nos métiers exige la construction d'un rapport de force déterminé. Il nous appartient de transformer notre colère légitime en un levier d'action pour bâtir un service public d'éducation juste, ambitieux et protecteur pour toutes et tous.

AURÉLIE GAGNIER

FENÊTRES SUR COURS N° 512 du 26 juin 2026 / Mensuel du syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs des écoles et PEGC

128 boulevard Blanqui 75013 Paris, tél. : 01 40 79 50 00, fsc@snuipp.fr **DIRECTRICE DE LA PUBLICATION:** Aurélie Gagnier **RÉDACTION:** Mathilde Blanchard, Claire Bordachar, Franck Brock, Aurélie Gagnier, Marion Katak, Sandrine Monier, Jacques Mucchielli, Delphine Ract, Anaïs Richard, Nelly Rizzo, Nicolas Wallet

CONCEPTION-RÉALISATION: NAJApre / direction éditoriale : Julie Matas, graphique : Maya Carrasco

IMPRESSION: SIEP Bois-le-Roi **RÉGIE PUBLICITÉ:** Mistral Media, 22 rue Lafayette 75009 Paris,

tél. : 01 40 02 99 00 **PRIX DU NUMÉRO:** 4 euros **ABONNEMENT:** 23 euros

ISSN 1241 0497 / CPPAP 0430 S 07284. Adhérent du syndicat de la presse sociale



Joint à ce numéro Fenêtres sur cours spécial inégalités « Égalités : bousculer l'école »





MGEN. Première mutuelle des agents du service public

Cartooning for Peace en partenariat avec MGEN Former vos élèves au débat citoyen avec le dessin de presse

MGEN a toujours eu à cœur de porter les valeurs de la République. Depuis sa création, elle défend la tolérance, les solidarités ainsi que l'égalité. La mutuelle œuvre pour l'émancipation individuelle et collective. Partenaire historique de l'Éducation nationale, MGEN considère que son rôle est aussi d'accompagner les personnels éducatifs dans leur mission d'éducation à la citoyenneté. À cette fin, elle produit des outils pédagogiques via Adosen MGEN et soutient de nombreuses initiatives destinées à former les jeunes à l'esprit critique et au débat citoyen. Ainsi, depuis 2010, MGEN est fière d'être partenaire de Cartooning for Peace.

Cartooning for peace

L'association Cartooning for Peace a été créée en 2006 à l'initiative de Kofi Annan, Prix Nobel de la Paix et ancien secrétaire général des Nations unies, et du dessinateur de presse Plantu. Cartooning for Peace est un réseau international de dessinateurs et dessinatrices engagés à promouvoir, par le langage universel du dessin de presse, la liberté d'expression, les droits de l'Homme et le respect mutuel entre des populations de différentes cultures ou croyances. Aujourd'hui présidée par le dessinateur français Kak, l'association de loi 1901 est reconnue d'intérêt général.

Des expositions itinérantes à destination des collèges et des lycées

Parce que le dessin de presse est un formidable outil pédagogique, Cartooning for Peace a créé, avec le soutien de MGEN, des expositions itinérantes de dessins de presse pour sensibiliser les collégiens et les lycéens aux enjeux de la liberté d'expression et aux dangers de l'intolérance. Composées des 11 à 12 grands panneaux de 100 x 200 cm, ces expositions sont accompagnées de livrets pédagogiques destinés aux professionnels de l'éducation. Dans le cadre de ce partenariat, MGEN met à disposition des établissements scolaires quatre expositions : « Dessins pour la paix », « Tous migrants », « Dessine-moi l'écologie » et « Dessine-moi l'égalité des genres ». Actuellement, 266 expositions portant sur l'une de ces thématiques circulent en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer.

Faire venir une exposition dans votre établissement

Pour faire venir l'une de ces expositions dans votre établissement scolaire, contactez la section MGEN de votre académie (liste des référents MGEN accessible depuis le site de Cartooning for Peace dans les pages dédiées à chaque exposition). Le prêt de deux à trois semaines est gratuit. Ne tardez pas : les plannings de réservation mis en place par les sections MGEN sont souvent complets d'une année scolaire sur l'autre !



Kichka (Israël) - Cartooning for Peace

Chaque année, environ 1 500 établissements, et 300 000 élèves ou étudiants bénéficient de ces kits pédagogiques (expositions de dessins de presse et livrets pédagogiques).

Face aux images de guerre

« C'est un leurre d'espérer contrôler l'exposition de son enfant en lui interdisant tout écran, pour le protéger des contenus violents ». Hélène Romano, psychologue, détaille l'impact des images de guerre sur les enfants et comment y faire face dans son livre *Les enfants et la guerre**. L'enfant ne vit pas dans une bulle. « Il a une vie scolaire, voit des camarades, entend les adultes, capte des bribes d'informations ou des images quand il est invité chez d'autres », précise-t-elle. Cette

préoccupation face aux images est relativement récente dans la société. À l'ère du numérique, la guerre s'invite directement dans l'intimité des foyers, court-circuitant le temps nécessaire pour décrypter et comprendre, modifiant ainsi le rapport des plus jeunes à la réalité. Si la guerre est bien présente dans les jeux "pour de faux", ou même les histoires, quand elle est là "pour de vrai", « le virtuel n'est plus là pour se rassurer ». Selon elle, contrairement aux adultes, les jeunes enfants n'ont pas les

ressources cognitives pour contextualiser et traiter ce qu'ils voient.

DE LA SIDÉRATION À LA PRÉVENTION

Face à une image violente, les émotions priment sur le raisonnement, pouvant provoquer de la « sidération, des angoisses, ou encore un vécu d'abandon lorsque les adultes sont eux-mêmes sidérés ou absents psychologiquement ». Ces « blessures médiatiques » se traduisent par des symptômes visibles tels que : agitation, troubles du sommeil, peurs inexplicables ou

difficultés d'apprentissage, et « ne se soignent pas avec un médicament ». Les parents et les professionnels ont un rôle essentiel « pour repérer ces troubles », mais surtout « pour les prévenir, en éduquant les enfants dès le plus jeune âge, aux images », mettre des mots et parler autour des images, celles qui font peur autant que celles qui font plaisir. C'est aussi ce que préconise Serge Tisseron, psychiatre, notamment par un « débriefing après visionnage » en insistant sur le fait de ne jamais laisser un enfant seul après des images fortes. Dans un rapport remis en 2018 au Centre national de cinématographie, il propose ainsi plusieurs pistes pour contrer les effets traumatiques de certaines images, comme la nécessité d'évaluer et de marquer les contenus audiovisuels en fonction de l'âge des enfants, y compris les journaux télévisés, d'obliger les chaînes à créer des journaux télévisés spécifiques pour les enfants, ou encore de remplacer les interdictions strictes par des mentions du type "peut perturber un enfant de moins de..." afin de responsabiliser les parents et d'ouvrir le débat familial. Pour Hélène Romano, il est vital que les adultes établissent au plus tôt un rapport aux images pour qu'un lien de confiance puisse exister entre enfants et adultes, afin que les enfants se sentent libres de s'exprimer. Pour elle, « la liberté de penser, la liberté de parler n'ont pas de prix face à la guerre ».

ANÁIS RICHARD
*Éd. Odile Jacob, 2022



“À quoi pourrait servir un impôt plus juste ?”

UN SIMULATEUR DE BUDGET pour visualiser les dépenses possibles (postes enseignants, rénovation d'établissements, logements sociaux,

universités, revalorisation, investissement contre les VSS...) en fonction de nouvelles recettes fiscales possibles. À tester sur **FSU.FR**

Inclusion, passer de l'utopie au réel

École inclusive, baisse des effectifs, salaires... Comment le gouvernement ose-t-il prétendre que ce n'est pas une question de moyens ?

« AESH, les bonnes fées maltraitées » « AESH, le couteau suisse, sans le salaire suisse » « AESH, un vrai statut, un vrai salaire ! »... Ces slogans qui ont rythmé les manifestations pour les AESH du 9 juin rappellent la nécessité d'une reconnaissance salariale et de la création d'un véritable statut de la fonction publique. Pour toutes. À force de mobilisations, elles ont gagné la visibilité de leur combat et de leur rôle actuel incontournable pour la scolarisation des élèves en situation de handicap. Une pression qui a obligé à la mise en place de groupes de travail par le ministère, même si pour l'instant les propositions ne répondent pas aux revendications des AESH.

La situation réelle des écoles sur la mise en place quotidienne de l'école inclusive est également occultée par la cinquième conférence sur le handicap tenue le 25 juin dont les organisations syndicales représentatives des personnels ont été exclues. Des mesures phares concernant la scolarisation des élèves y sont pourtant abordées : pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), équipes mobiles d'appui, livret de parcours inclusifs (LPI) ou encore pôles d'appui à la scolarité (PAS). Ces derniers, dont la généralisation a été rejetée à l'Assemblée nationale, continuent par ailleurs de consommer des postes, dans un contexte de cartes scolaires aux centaines de fermetures. Mais comme les enseignant-es, les psychologues de l'Éducation natio-

nale et les AESH ont des choses à dire, la FSU-SNUipp s'y est invitée pour diffuser son projet aux participant-es. Parce que l'école, c'est aussi nous !

SOUTIEN MASSIF

Il y a un an, le premier syndicat des écoles publiait les résultats d'une enquête à laquelle plus de 67 000 PE et AESH avaient répondu, aujourd'hui soutenue par plus de 85 000 personnes. Elles y confirment leur attachement à l'école inclusive tout en pointant clairement les carences de l'institution. Elles réclament entre autres des postes spécialisés en nombre suffisant (RASED, ULIS...), la création de places à hauteur

des décisions MDPH, la reconnaissance des AESH et une baisse des effectifs de classe. Ce que la baisse démographique pourrait favoriser grâce à d'autres choix politiques.

SALAIRES, RIEN N'EST RÉGLÉ

Les moyens... C'est aussi ce qui fait défaut pour sortir les PE d'un déclassé salarial qui se poursuit, en lien avec le gel du point d'indice incessant. Comme si on montait un escalator qui descend, où seul un changement d'échelon permet finalement de rester sur la même marche. Depuis 2010, les prix ont augmenté presque deux fois plus vite que les salaires des agent-es des services

publics. Et le contexte géopolitique, l'extension des guerres et l'avidité des spéculateurs sur la crise font bondir le coût de la vie. Pendant ce temps le gouvernement s'entête à refuser la taxation des superprofits. Un scandale social. Les huit organisations syndicales, représentatives de la fonction publique, dont la FSU, ont alerté à trois reprises le Premier ministre sur l'urgence d'une mesure salariale générale et immédiate. Silence. Il est probable qu'après les chorales des fêtes d'école de fin d'année, après les refrains des hits de l'été, nous reprenions en chœur à la rentrée dans la rue : « *Donnez-nous des moyens, chiche ! Taxez les riches !* » MATHILDE BLANCHARD



MARCHES DES FIERTÉS

Les personnes LGBTQIA+, sont à nouveau réprimées et criminalisées dans plusieurs pays. Elles sont de plus en plus victimes des discours de haine en France où les discriminations ne diminuent pas. Le suicide de Caroline Grandjean Paccoud le 1^{er} septembre 2025 suite à un harcèlement lesbophobe ou l'agression mortelle à Metz de Noahm, 19 ans, abondée d'insultes homophobes, montrent la persistance d'un continuum de violences présentes au quotidien dans la famille, le voisinage, le travail, l'espace public, certains médias et expressions politiques... Les marches des fiertés qui ponctuent ce mois de juin sont une occasion festive, culturelle, syndicale et politique de porter les luttes LGBTQIA+ et de célébrer les diversités.

Mutation de la fonction publique

«La part des personnels contractuels dans l'emploi public a progressé jusqu'à occuper désormais une place déterminante dans la fonction publique», constate la Cour des comptes dans son rapport publié en juin

dernier. Alors que le nombre de fonctionnaires est quasi stable, les effectifs de personnels contractuels ont augmenté entre 2011 et 2023 de 46% dans la fonction publique d'État, de 25% dans la territoriale et de 39%

dans l'hospitalière. Pour la FSU, cette stratégie est une mauvaise réponse au manque d'attractivité de la fonction publique. Elle montre concrètement une volonté politique de mettre à mal le statut de fonctionnaire et de réaliser des économies au détriment des usagers et de l'efficience des services publics.

Rôle et missions des AESH

«Le système a atteint un point de rupture» constate un récent rapport conjoint IGÉSR-IGAS à propos du modèle actuel de l'école inclusive, reposant sur les AESH dont le nombre a augmenté de 70% depuis 2017. Pourtant, 10% des élèves notifiés en situation de handicap restent sans solution chaque année. Les auteurs et autrices proposent une refondation urgente de l'accompagnement de ces élèves qui passe par la reconnaissance des AESH avec des mesures

importantes : revalorisation de 10% de la rémunération, stabilisation des affectations et amélioration de leur formation. De plus, l'école doit engager un «virage structurel vers l'accessibilité pédagogique» avec la création de métiers dédiés. Le rapport écarte la possibilité de fonctionnariser et d'augmenter le temps de travail de toutes les accompagnantes mais préconise de transformer une partie d'entre elles,

considérées comme les plus expérimentées, en agentes d'accessibilité. Leur mission serait «de rendre l'environnement et les apprentissages accessibles à l'ensemble des élèves avec un renforcement des missions des [autres] AESH sur l'accompagnement à la vie quotidienne et sociale». Un projet qui tourne le dos à leur fonctionnarisation et les détournerait de l'accompagnement scolaire.

Une pensée toujours vivante

Grande figure intellectuelle et agitateur d'idées, Edgar Morin, philosophe et sociologue décédé le 29 mai dernier, avait accordé une interview à Fenêtres sur cours en 2007. Alors que le ministère faisait déjà l'apologie du B.A.-BA, il pointait la



nécessité d'enseigner une pensée complexe et du décloisonnement des connaissances disciplinaires pour affronter les incertitudes de la vie, de la nation et de la planète.

Focus

DIRECTION D'ÉCOLE : LE MINISTÈRE N'A PAS LA REF!

«Alourdir les missions, instaurer et renforcer [un] rôle de "management", soumettre à toutes sortes de pressions locales, isoler des collectifs de travail», telle est l'analyse, dressée par une intersyndicale unanime, du référentiel de la direction d'école, publié au BO le 21 mai 2026. Attribuant de nouvelles missions parfois contraires au Code de l'éducation comme la conduite du projet d'école, le texte dessine une école gouvernée par les indicateurs chiffrés des évaluations nationales dont la direction assurerait le «pilotage» jusqu'au contrôle des relations entre enseignant-es et familles. Sous couvert de représenter l'Éducation nationale auprès des collectivités territoriales, la direction est tenue d'assurer le «pilotage (sic) des politiques publiques» dont les rythmes scolaires, la scolarité obligatoire dès 3 ans ou le déploiement des ENT. Un fourre-tout dont on peine à comprendre comment il répond aux besoins des directrices et directeurs de temps, d'emploi administratif pérenne, de formation, de revalorisation et de soutien de la hiérarchie... Véritables leviers d'amélioration des conditions de travail des personnels au service des apprentissages des élèves.

Retraité-es : droits maintenus

Les mutualistes retraité-es qui avaient souscrit un contrat MGEN Alternative santé prévoyance (MASP) pourront le conserver après intervention de la FSU auprès de la mutuelle. Le contrat proposant depuis 2018 à

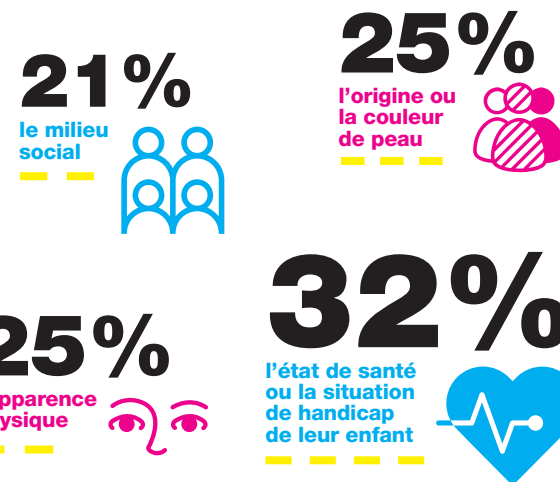
des milliers de retraité-es une couverture "santé & prévoyance" devait être résilié au 1^{er} juillet. Pour celles et ceux qui avaient déjà entamé des démarches pour un nouveau contrat, le retour vers MASP serait accepté.

Les discriminations du point de vue des parents

Pour la première fois, une enquête de la Défenseure des droits (DDD) interroge les parents sur les atteintes aux droits subies par leurs enfants à l'école. Menée sur plusieurs thèmes, l'enquête aborde également les violences de la part de l'institution elle-même. Un tiers des parents estiment que leur enfant a été discriminé par l'École (primaire, collège ou lycée) au cours de ces cinq dernières années. Face à cela, 92% des parents en parlent avec leur enfant, 73% à leurs proches, 71% contactent l'établissement et 16% effectuent un recours institutionnel ou juridique. Les parents eux-mêmes discriminés identifient mieux les atteintes et sont plus enclins à agir. Pour la DDD, l'ensemble des parents doit «être sensibilisé et informé sur les droits de leurs enfants» mais l'institution scolaire doit aussi «assurer la formation de tous les professionnels».

1 parent sur 3 déclare qu'au moins un de ses enfants a fait l'objet de traitements inégaux de la part de l'institution au cours de ces cinq dernières années, à l'école, au collège ou au lycée (façon de parler des enseignant-es, notation, orientation ou sanctions).

Les raisons des inégalités de traitement invoquées par les parents sont :



Source : Enquête sur l'accès aux droits – 2^e édition – Volume 4 : Harcèlement et discriminations en milieu scolaire, Perceptions et réactions des parents – mai 2026

3 questions

ANNE-CÉCILE MAILFERT est



présidente de la Fondation des femmes

1 ■ QUE RÉVÈLE LA MORT DE LYANNAH?

Les dysfonctionnements structurels à tous les étages du traitement des violences sexuelles en France. Ce n'est pas un fait divers, mais le résultat d'un système : des signalements ignorés, une justice lente et sans moyens et une société où les inégalités de pouvoir héritées du patriarcat protègent les agresseurs. L'inceste, la pédocriminalité, le viol... sont des actes de domination favorisés par l'impunité. Ici, l'inaction des institutions a directement protégé l'agresseur, transformant une défaillance en une tragédie d'autant plus insupportable qu'elle aurait pu être évitée. Alors qu'une prise de conscience de l'ampleur de ces crimes et l'importance d'écouter la parole des enfants est réelle, le système les met en danger au lieu de les protéger.

2 ■ LA CIVIISE SORT UN DEUXIÈME RAPPORT, UN DE PLUS?

Depuis dix ans, on accumule des dizaines de rapports, une multitude de commissions, des États généraux de la justice qui produisent tous quantité de recommandations. La CIVIISE a même entendu 30 000 enfants.

La conclusion, qui aboutit invariablement à la nécessité d'une réforme globale du système, se confronte à un blocage institutionnel et politique. Résultat : rien n'a été mis en place, laissant 160 000 enfants et plus de 100 000 femmes continuer de subir des violences sexuelles chaque année.

3 ■ QU'APPORTE-RAIT UNE LOI INTÉGRALE?

La loi intégrale, inspirée du modèle espagnol, est une approche globale qui vise à traiter le continuum des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants dans son intégralité. Elle comporte des mesures de prévention avec notamment le développement de l'éducation à la vie affective et sexuelle dans les établissements scolaires, la formation des professionnels au contact des enfants, le contrôle des plateformes pédopornographiques en ligne... Mais aussi des préconisations sur le traitement judiciaire des violences avec la création d'une juridiction et des tribunaux spécialisés. Et encore l'institutionnalisation d'entretiens annuels avec les enfants et la réparation par la prise en charge des psycho-traumatismes. L'enjeu est de passer d'une logique de réaction aux drames à coup de lois ponctuelles à une culture de la prévention, en agissant dans tous les champs de la société – école, travail, santé, police, justice. PROPOS RECUEILLIS PAR DELPHINE RACT

“Pour l’art, pour le peuple”

Ancré au cœur des Vosges, le Théâtre du Peuple de Bussang lie divertissement et culture avec projet de territoire depuis plus de 130 ans et s’ouvre vers l’école primaire.

Tout commence par une histoire. « *Un théâtre à la portée de tous les publics, un divertissement fait pour rapprocher les hommes et gommer les clivages sociaux et culturels.* » C’est ainsi qu’en 1895, Maurice Pottecher, écrivain, et Camille de Saint Maurice, comédienne, las du milieu intellectuel parisien, quittent la capitale et s’engagent pour bâtir le “Théâtre du Peuple”. Bourgeois et bourgeoises du coin, villageois et villageoises, ami-es de Paris et touristes sont ainsi convié-es à Bussang, petite commune au creux des montagnes vosgiennes, desservie à l’époque par le train. Au départ, simple scène rustique en bois construite dans une prairie, le lieu se couvre au fil des ans. La population locale s’investit dans la construction de ce grand chalet, le rebâtit après les guerres, participe à la création des décors ou des costumes mais aussi à l’administration et aux représentations. Dès le départ, les pièces de Maurice Pottecher sont jouées par des comédiens et comédiennes professionnelles ainsi que par des membres de sa famille ou des ouvriers et ouvrières des usines locales, instaurant durablement la traditionnelle participation d’amateurs et



© Jean Louis Fernandez

d’amatrices. Mais la fermeture des entreprises et une démographie en baisse dans les années 1970-80 ont alors érodé la fréquentation. Désormais, ce sont pourtant 25 000 billets qui sont vendus chaque année sans coup férir.

Lors du jubilé de 2025, la directrice Julie Delille introduisait les célébrations en déclarant : « *ce qui nous lie, c’est ce que nous partageons en vivant ici. C’est un territoire, c’est un village, des montagnes, des forêts, des chemins et... un théâtre.* ». Et quel théâtre ! Au fond du plateau, une double porte coulissante dévoile les versants de la montagne, un hêtre au premier plan. Cette particularité survit aux temps et participe à la célébrité du bâtiment classé monument historique en 1975. Colette Malaisé, fidèle spectatrice venant de la vallée voisine du Hure, se souvient d’un soir où en plein tumulte de la pièce « *les*



BUDGET EN BAISSÉ, PROGRAMME MAINTENU

Administré par une association, le Théâtre du Peuple vit à 50% grâce à l’autofinancement et au bénévolat « *sans lequel il ne pourrait pas fonctionner.* ». L’autre source de financement, les subventions, devient précaire avec une baisse générale de la participation de l’État et des collectivités, à l’exception notable de la commune de Bussang qui a augmenté sa dotation. La volonté est cependant de maintenir les actions locales annuelles et le festival qui présente cette année, du 16 juillet au 28 août, *Héritier des brumes, la folle histoire du théâtre du peuple*. Un feuilleton théâtral en six épisodes écrit pour les 130 ans du Théâtre du Peuple. Ainsi que plusieurs autres pièces et manifestations dont les Journées du matrimoine, les 12 et 13 septembre, autour de la figure de Camille Claudel.

LORSQUE LA PORTE EN BOIS COULISSE

lentement à la force des mains, la forêt s’invite sur scène.



BOURGEON BUSSENET

Le “Bourgeon Bussenet” est une expérimentation collective faisant dialoguer arts, sciences et citoyenneté. Elle s’inscrit dans la démarche du philosophe Bruno Latour visant à redonner du pouvoir d’agir là où l’on vit. Dans un premier temps, une conférence théâtralisée “Le Théâtre, le Peuple et le Territoire” a restitué une enquête sociologique de Anne Labrit en avril 2025. Selon elle, le rapport entre les bussenets et bussenettes et leur théâtre reste ambivalent : entre sentiment de dépossession (des pièces jugées parfois élitistes, des choix auxquels ils ne sentent pas associés...) et un attachement très fort et des souvenirs émus. Aujourd’hui, les liens entre théâtre et territoire se réinventent autour de l’héritage de l’eau à Bussang : source de la Moselle, ancienne exploitation d’eau, ancienne cité thermale. Un travail de type “écobiographique”, racontant leur histoire en lien avec le vivant, rassemble ainsi citoyen-nes, artistes, chercheuses et chercheurs pour élaborer un état des lieux et les enjeux autour des eaux de la commune. Avant de nouvelles restitutions aux formats créatifs divers.

portes s’ouvrent lors des craquements d’un orage l’imbriquant dans la dramaturgie». Cette trouée vers la nature n’est pas un simple décor, elle s’accorde avec leurs premières d’un théâtre inhérent à son territoire.

TRANSMETTRE

Charlotte Colin, PE habitante de Bussang dont le grand-père était machiniste, se rappelle émue de l’enfant émerveillée qu’elle était, qui venait avec sa couverture et ses coussins, ou encore des photos de classe prises sur le site : « *ce théâtre, c’est d’abord un espace pour nous.* ». Elle fait partie du “groupe d’amateurs” et vient de devenir membre de l’association gestionnaire. Elle poursuit également cette volonté de transmission intergénérationnelle en impliquant sa classe dans le projet artistique et culturel *Mur-*

murations, autour du monde des oiseaux. Un thème d’une évidence sensible si on se pose quelques minutes à l’orée de la forêt, dans “la clairière aux abeilles” qui offre un écrin à la vieille bâtisse enveloppée par le chant des mésanges et des merles. Peut-être même des alouettes lulu puisque le Parc naturel du Ballon des Vosges, partenaire du théâtre, œuvre à la protection des oiseaux rares ou menacés. Menée avec cinq classes primaires des alentours, le projet s’inscrit dans les missions de transmission revendiquées par le théâtre.

FÉDÉRER

« *Tout commence par une histoire.* », c’est ainsi que Alix Fournier-Pittala et Sandrine Pirès, artistes associées et complices du Théâtre du Peuple, introduisent le stage regroupant des enseignantes des

écoles participantes, dans la “salle de la Popote”, ancien relais de poste annexe du théâtre. Après une écoute concentrée et une présentation par Alix du théâtre comme « *une curiosité à l’impromptu* » ou « *un ratage émancipateur* », les stagiaires sont embarquées pour une journée d’expériences théâtrales. « *Arrête de jacasser...* » improvise Marie Clotilde Étienne, phrasé tombant et bras ballants, à sa voisine Murielle Broqué. Cette dernière lui lance sur un ton piqué et sec, butant sur les consonnes : « *Tatatatata... Si je jaccasse, ttttoi, tu ppppiapiapiapialles* ». Le lendemain, Sandrine, directrice de la Cie Le Gourbi bleu, adaptera avec les élèves de PS et MS de Murielle une partie des exercices partagés, virevoltant entre écoute mutuelle, expression corporelle et premiers dialogues. « *Ce stage enlève l’appréhension que peuvent avoir les enseignantes de cette activité parfois déstabilisante* » explique-t-elle. « *Pratiquer en amont, c’est créer un climat de confiance au-delà d’un simple partenariat formel, c’est changer la posture. C’est recevoir, partager de manière horizontale. Le théâtre c’est l’art d’être en relation, ce qui nous met en société* », rendant vivante la devise inscrite au fronton du théâtre : « *Par l’art. Pour l’humanité* ».

« *Chaque projet est une occasion de coopérer entre acteurs du territoire, de créer sur mesure, d’essaimer* » précise Héloïse Erhard, chargée de relation avec le public. Parcours de pratiques et d’écritures artistiques avec les établissements scolaires, sensibilisation aux métiers du spectacle, accueil de résidences artistiques, stages de formation, tournées itinérantes, visites médiatisées... débordent ainsi la saison estivale et son festival réputé. Lors du jubilé, seize associations du village et des communes alentours, artistes et équipe du Théâtre du Peuple y ont participé. Elles continuent de se réunir en commissions pour définir des actions au fil de l’année. Un bal se prépare pour la fin juin... Pour Julie Delille, « *dans ce monde qui change, l’utopie a encore sa place* ». Bussang s’en imprègne.

MATHILDE BLANCHARD

dossier

À l'école du vivant

À l'heure où la biodiversité et l'environnement sont en danger, où le croire l'emporte parfois sur le savoir, enseigner les sciences et notamment le vivant est indispensable.



À l'école du vivant

C'est dans un contexte assez inquiétant que sont publiés en juin les nouveaux programmes de sciences pour les cycles 2 et 3, après la publication de ceux du cycle 1 en mai. La confusion entre le croire et le savoir, ces dernières années, s'est amplifiée par les réseaux sociaux pour lesquels toutes les paroles se valent, celle des scientifiques comme celle des complottistes. Par exemple, d'après une étude de l'Ifop parue en 2023, un jeune sur six pense que la terre est plate (lire ci-contre). Les savants ont dès le 5^e siècle démontré qu'elle était sphérique et à l'heure des télescopes spatiaux Hubble et James Webb qui traquent les origines de l'univers et renvoient des images époustouflantes de l'espace, il semble difficile d'imaginer que l'on puisse douter de la rotondité de la planète bleue. Et pourtant, la défiance s'installe chez certains et certaines dans des domaines très divers : l'efficacité des vaccins, la réalité du réchauffement climatique, la perte de la biodiversité... La science a beau documenter, argumenter, un climat de suspicion s'installe.

LA PART DES SCIENCES

Alors, enseigner les sciences est plus que jamais nécessaire. Les nouveaux programmes fixent des objectifs ambitieux et ces enjeux semblent avoir été mesurés. Il s'agit de « permettre aux élèves d'acquérir des connaissances nécessaires pour décrire et comprendre le monde qui les entoure et développer leur capacité à raisonner », et aussi de faire en sorte qu'ils « enrichissent leur culture scientifique et technologique, ce qui contribue à les éduquer à la citoyenneté au regard de la place des sciences et de la technologie dans la société » (lire p. 16). Mais la mise en pratique des programmes dès la rentrée, ne laissant pas de place à la nécessaire formation des enseignant-es, n'est pas gagnée d'avance alors que les besoins sont importants. Soria Hamdani-Bennour, spécialiste des pratiques enseignantes en sciences à l'école note d'ailleurs que « beaucoup d'enseignants se sentent peu formés, notamment parce qu'ils n'ont pas toujours suivi de cursus scientifique et bénéficient de peu de formation continue dans ce domaine ». (lire p. 17). Par ailleurs, alors que manifestement il y a



SAVOIR OU CROIRE

« Un jeune sur six pense que la Terre est plate et un sur quatre remet en doute la théorie de l'évolution ». En 2023, l'Ifop a mesuré l'influence de la diffusion par les réseaux sociaux de contre-vérités scientifiques sur les jeunes de 11 à 24 ans. Face aux fausses informations, vérités imposées et théories complottistes, il importe plus que jamais d'éduquer les élèves à différencier croyances et savoirs. La croyance est une certitude individuelle, subjective et peut reposer sur l'autorité, la foi, l'éducation ou encore l'intuition mais elle ne peut être validée de façon objective. Le savoir scientifique, lui, est fondé sur la raison, la démonstration, la preuve, c'est-à-dire sur des arguments que l'on peut communiquer et justifier, dont on doit pouvoir rendre compte publiquement, afin qu'ils soient examinés, débattus et mis à l'épreuve par d'autres. L'école joue un rôle essentiel dans la construction d'un esprit critique libre.

urgence à former des citoyennes et citoyens éclairés dotés de l'esprit critique qui leur permettra d'évaluer les informations qui leur parviennent, la part laissée aux sciences dans l'emploi du temps hebdomadaire interroge. « Les injonctions institutionnelles priorisent le français et les mathématiques et conduisent souvent à diminuer le temps consacré aux sciences », déplore-t-elle.

LA DÉMARCHÉ SCIENTIFIQUE

Pour autant, dans les écoles, des PE ne se privent pas d'investir cet enseignement. Les cycles 3 de deux écoles girondines ont récemment participé à une

rencontre scientifique autour de la classification du vivant, chacune ayant sa propre approche. « Au départ, les élèves étaient sur des actions de tri », se souvient une des deux PE ; « ils ont appris à classer et à utiliser des critères pertinents ». « Nous avons petit à petit mis en avant les caractères pertinents pour classer les êtres vivants. C'est compliqué et ça prend du temps. Mais ça permet de travailler la démarche scientifique », ajoute le collègue de l'autre classe (lire p. 16). Dans la Drôme, les élèves de CP de l'école de Luc-en-Diois mènent une enquête sur la germination à partir de leurs observations saison après saison. « Je fais des sciences toutes

les semaines et j'y prends autant de plaisir que mes élèves », commente l'enseignante, Amélie Thuillier. C'est qu'au-delà de l'acquisition d'une démarche et d'un savoir scientifique, les élèves doivent mobiliser pas mal de compétences : écriture, lecture de tableaux, calcul, mesure du temps, écoute, argumentation... (lire p. 18). « Avoir en tête la transversalité des sciences inciterait les enseignants à y consacrer plus de temps », poursuit Soria Hamdani-Bennour.

On le voit, les enjeux autour de l'enseignement des sciences sont divers : acquisition de connaissances, apprentissage d'une démarche scientifique,

transversalité avec les autres matières d'enseignements, mobilisation du langage, acquisition d'un esprit critique et prise sur le réel. « À l'heure où nous parlons beaucoup de protection de l'environnement, de maintien de la biodiversité, il y a un enjeu éducatif en termes de connaissances car nous protégeons mieux ce que nous connaissons », estime Céline Grancher Samson, docteure en sciences de l'éducation (lire p. 19). Mais pour elle « il y a là un enjeu sociétal d'éveil des consciences et de formation des citoyens de demain. Il y a également un enjeu éthique inhérent au vivant, de la place que l'être humain s'est donné parmi le vivant ».

“Il y a urgence à former des citoyennes et citoyens éclairés dotés de l'esprit critique”



Nouveaux programmes dès la rentrée

Les nouveaux programmes de sciences et technologie en cycles 2 et 3 sont ambitieux. Mais leur mise en œuvre est précipitée.

« Permettre aux élèves d'acquérir des connaissances nécessaires pour décrire et comprendre le monde qui les entoure et développer leur capacité à raisonner », faire en sorte que « les élèves enrichissent leur culture scientifique et technologique, ce qui contribue à les éduquer à la citoyenneté au regard de la place des sciences et de la technologie dans la société », tels sont les objectifs généraux des nouveaux programmes de cycle 2 et 3. Ceux-ci visent aussi à faire acquérir une démarche scientifique, éduquer aux enjeux de la transition écologique et du développement durable à travers des actions collectives, travailler la dimension langagière de ces apprentissages. Ou encore à faire le lien avec le programme d'éducation à la vie affective et relationnelle (EVAR) et s'attaquer aux inégalités d'apprentissage entre les élèves et notamment entre les filles et les garçons.

Les objectifs de ces programmes, qui complètent ceux de cycle 1 publiés en mai dernier, sont ambitieux. Structurés autour de quatre domaines, « La matière, les mesures, l'électricité », « Le corps humain et la santé », « Les êtres vivants dans leur environnement » et « Les objets techniques au cœur de la société », les apprentissages sont progressifs et doivent être repris et approfondis tout le long de la scolarité. En revanche, comme dans les nouveaux programmes de mathématiques et français, la logique de cycle disparaît au profit d'apprentissages fixés par niveau de classe. Leur mise en œuvre prévue dès la rentrée prochaine en CP et CMI semble difficile. Cette précipitation empêche toute formation préalable des PE pourtant indispensable et toute mise à disposition de supports ou ressources dans un laps de temps suffisant pour leur appropriation.

Classer pour faire émerger le commun

Les élèves des écoles de Sainte-Radegonde et de Saint-Étienne-de-Lisse (33) mobilisent leurs connaissances sur la classification du vivant à l'occasion d'une rencontre scientifique.

« Nous devons trouver le caractère pour chaque boîte en fonction des animaux qui s'y trouvent » explique Maxence. « Le caractère commun entre la vache, le pigeon et la grenouille, c'est qu'ils ont quatre membres. » affirme Apolline. Ce matin, des élèves de cycle 3 de deux écoles de Gironde, à Sainte-Radegonde et Saint-Étienne-de-Lisse, participent à une rencontre organisée par le REP dont ils font partie autour de la classification du vivant. Ils croisent leurs connaissances et s'appuient sur les documents fournis. « On voit sur les radios que la sardine a une colonne vertébrale comme le pigeon et la grenouille. » Ils confrontent aussi leurs points de vue. « L'araignée a des poils comme la vache », « oui, mais elles sont dans des boîtes différentes, l'araignée est avec la coccinelle car elles ont un squelette externe ». Et se mettent d'accord : « Tous les animaux ont des yeux et une bouche. C'est le caractère commun à la plus grande boîte. »

La classification phylogénétique c'est aussi définir les groupes issus d'un même ancêtre. Les élèves s'y attellent à travers un atelier sur l'arbre de l'évolution. Partir du premier critère commun « les yeux et ou la bouche » pour déployer les différentes branches. « Squelette interne », « squelette externe » « coquille visible ou cachée » ? À chaque nouveau caractère, des embranchements diffé-

rents. La verbalisation est nécessaire pour retracer le chemin. « Le lézard a des yeux et une bouche, un squelette interne, 4 membres et une mâchoire à large ouverture ». Mais aussi pour faire des liens qui parfois surprennent autant les adultes que les élèves. « Qu'est-ce qui est le plus proche du crocodile, le lézard ou le coq ? », « Le coq car ils ont tous les deux un gésier ».

DES APPROCHES VARIÉES

Emma Briant, l'enseignante de Sainte-Radegonde est satisfaite de voir ses élèves argumenter et mobiliser efficacement leurs connaissances. « Au départ, ils étaient sur des actions de tri, se souvient-elle. Depuis, ils ont appris à classer et à utiliser des critères pertinents ». Et ce n'est pas simple de chercher ce qui est commun plutôt que ce qui diffère. Elle a introduit des attributs morphologiques, anatomiques comme critères scientifiques et les élèves ont rédigé des définitions, construit un référentiel commun. « À chaque fois que je proposais un nouvel animal, on l'observait pour voir dans quelles boîtes le classer ».

Bertrand Lacoste, l'enseignant de Saint-Étienne-de-Lisse, a choisi la diversité du monde vivant comme approche. « En partant de lectures documentaires et d'une sortie à la découverte des "Petites bêtes", nous avons peu à peu mis en avant les caractères pertinents pour classer les êtres vivants. C'est compliqué et ça prend du temps, mais ça permet de construire une démarche scientifique. »

Ce projet initié par la conseillère pédagogique du REP s'est accompagné d'une formation et d'outils pédagogiques bien-venus pour aborder une notion aussi complexe que l'évolution. Et la rencontre du matin a permis de réinvestir et d'asseoir la solidité des connaissances acquises en classe en les utilisant dans un contexte différent et en faisant se confronter les points de vue.



3 QUESTIONS À....

© DR
SORIA HAMDANI BENNOUR,

est chercheuse au LDAR*. Elle est aussi formatrice à l'INSPE de Versailles.

1. QU'EST-CE QU'UNE DÉMARCHE SCIENTIFIQUE EN SCIENCES DU VIVANT ?

C'est une démarche qui repose sur une situation-problème incitant les élèves à se questionner. À partir d'une question simple comme – Comment fait-on du pain ? – les élèves formulent des hypothèses, qu'ils valident ou invalident grâce à différentes modalités d'investigation : observation, expérimentation, modélisation, recherche documentaire ou recours à un expert. L'observation directe de l'environnement proche est très accessible. Les classes explorent la cour, un parc ou un quartier pour identifier des végétaux, des animaux, des éléments fabriqués par l'être humain. Ils apprennent ainsi à observer finement, à classer et à construire des connaissances à partir du réel. La démarche peut aussi être expérimentale, par exemple pour la germination des graines. Les élèves conçoivent alors des protocoles pour tester différents paramètres comme l'eau, la lumière ou la température, en comparant les résultats obtenus à un témoin. Garder des traces écrites élaborées collectivement de chacune des étapes, sous forme de photos, dessins ou textes, participe à la construction des savoirs.

2. QUELS OBSTACLES RENCONTRENT LES PE ?

D'abord, la démarche d'investigation, intéressante pour développer le raisonnement scientifique des élèves, est souvent perçue comme trop linéaire et chronophage. Certains enseignants ont du mal à suivre toutes les étapes

qui nécessitent d'être explicitées. Le manque de matériel constitue également un obstacle fréquemment évoqué. S'ajoutent à cela des effectifs importants, qui compliquent les manipulations, mais aussi une place réduite accordée aux sciences à l'école primaire. En effet, les injonctions institutionnelles priorisent le français et les mathématiques et conduisent souvent à diminuer le temps consacré aux sciences. Enfin, beaucoup d'enseignants se sentent peu formés, notamment parce qu'ils n'ont pas toujours suivi de cursus scientifique et bénéficient de peu de formation continue dans ce domaine.

3. QUELS LEVIERS POUR DÉVELOPPER CETTE DÉMARCHE ?

S'appuyer sur l'environnement proche et sur l'école dehors rend possibles des activités scientifiques sans matériel complexe : observer les changements de peuplement au cours des saisons – animaux, arbres... De même, construire des projets collectifs au sein d'un cycle ou d'une école permet de mutualiser les idées, le matériel et les progressions. Des dispositifs comme les projets "École Vigie-Nature" ou les "Aires terrestres éducatives" favorisent cette dynamique collaborative autour de l'éducation au développement durable. Le partenariat avec des associations constitue aussi une ressource matérielle et humaine précieuse. Par ailleurs, lors des activités scientifiques, les élèves lisent et produisent des écrits divers, mesurent des longueurs ou encore tracent des courbes, autant de compétences qui contribuent aussi à l'apprentissage du français et des mathématiques. Avoir en tête la transversalité des sciences pourrait inciter les enseignants à y consacrer plus de temps.

*Laboratoire de didactique André Revuz



Mission expérimentation

Dans la Drôme, les élèves de CP d'Amélie Thuillier poursuivent leur enquête sur la germination, avec sérieux et enthousiasme.

« Ferme la porte sinon ça va pousser ! » s'écrie Anita. Sa maîtresse referme aussitôt le placard contenant des pots remplis de graines de luzerne, afin que la lumière ne perturbe pas les expérimentations en cours élaborées par la classe. À l'école de Luc-en-Diois (26), les CP d'Amélie Thuillier cherchent à identifier les conditions nécessaires à la germination ; questionnement issu de leur lecture de "Une si petite graine" d'Éric Carle. Aujourd'hui c'est la découverte du résultat des semis réalisés une semaine plus tôt ! Amélie fait encore patienter ses élèves par un rappel collectif des hypothèses formulées et la présentation du tableau récapitulatif des critères testés : lumière, température, terre, coton, eau, rien. Chacun des trois groupes se précipite à son atelier pour y découvrir les pots enfin sortis du placard ! « Rien n'a poussé dans les pots restés au frigo ! » constate Ellina. « Normal, les graines étaient au pôle Nord, rien ne pousse là-bas ! » plaisante Keyssim. De leur côté, Haélie et Elouan s'émerveillent devant le nombre de pousses dans certains pots. Les élèves observent, commentent, s'entraident pour remplir le tableau : "oui" quand la germination a eu lieu, "non" dans le cas contraire, et réalisent des schémas. Amélie veille à ce que tout le monde participe. Lors de la mise en commun, elle les guide dans leurs conclusions. « Regardez toutes les cases "sans eau". Que peut-on en déduire ? ». Louka répond sans hésitation : « Rien n'a

poussé sans eau, ça veut dire que la graine en a besoin. » De la même manière, les élèves constatent que la chaleur est indispensable. « La terre et le coton servent seulement à retenir l'eau. » explique Lucas. Liana fait le lien avec le printemps : « La terre se réchauffe et fait fondre la neige. Ça donne de l'eau aux graines qui peuvent germer ». Amélie formalise les discussions, à l'oral comme à l'écrit, en les amenant à récapituler les besoins de la graine pour germer.

SCIENCES EN CONSCIENCE

« Je fais des sciences toutes les semaines et j'y prends autant de plaisir que mes élèves. » commente-t-elle, tout en mesurant l'ensemble des compétences mobilisées lors de ces séances : écriture, lecture de tableaux, calcul, mesure du temps, écoute, argumentation... même si « les phases collectives sont parfois difficiles à anticiper et à mener : rebondir au bon moment sur leurs idées, les laisser chercher sans perdre le fil... Il y avait probablement trop de variables testées. J'aurais pu leur faire élaborer les déductions en petits groupes avant la mise en commun » analyse l'enseignante. Elle soulève une autre difficulté dans le suivi d'une démarche d'investigation : l'hétérogénéité des connaissances des élèves. Comment les inciter à se questionner et maintenir le "suspens" de la découverte quand certains connaissent déjà la réponse ? L'expérimentation laisse parfois place à une recherche documentaire. « Alors je n'hésite pas à montrer qu'il m'arrive de découvrir la réponse avec eux. Ce qui redouble leur motivation ! » Amélie termine la séance par une nouvelle question : « Mais comment la graine trouve-t-elle l'énergie pour germer ? Demain, on ouvrira des graines pour le savoir. ».



AIRES ÉDUCATIVES

Les aires éducatives marines ou terrestres sont des zones de petite taille, support de projets pédagogiques de connaissance et de préservation de l'environnement. La classe, après avoir délimité une zone humide, de forêt, de littoral, de rivière ou de parc facilement accessible de l'école, la gère de manière participative. Un encadrement par un ou une référente de l'éducation à l'environnement est prévue. À retrouver sur OFB.GOUV.FR/LES-AIRES-EDUCATIVES

SE LANCER DANS LA CLASSIFICATION

Pourquoi enseigner la classification ? Comment l'enseigner en cycle 1, 2 ou 3 ? À travers une conférence d'une heure, Robin Bosdeveix, docteur en didactique des sciences de la vie, présente une analyse scientifique et historique de cet enseignement et propose des outils pour cet apprentissage difficile à mener en classe. À retrouver sur POPEDUC.APPS.EDUCATION

LA MAIN À LA PÂTE

Séquences pédagogiques complètes et structurées, retours sur expériences, documents photos et vidéos... Le site de "La main à la pâte" regorge de ressources classées par thème scientifique ou pédagogique et par niveau. Une mine d'informations régulièrement actualisée pour les enseignant-es désirant se lancer dans des activités ou des projets de sciences et de technologie avec sa classe. À retrouver sur FONDATION-LAMAP.ORG

“Nous protégeons mieux ce que nous connaissons”

QUELS SONT LES ENJEUX DE L'ENSEIGNEMENT DU VIVANT ?

CÉLINE GRANCHER SAMSON : À l'heure où nous parlons beaucoup de protection de l'environnement, de maintien de la biodiversité, il y a un enjeu éducatif en termes de connaissances car nous protégeons mieux ce que nous connaissons. Comprendre le monde dans lequel nous vivons, comprendre les mécanismes comme par exemple celui des chaînes alimentaires pour mieux protéger la faune, la flore et l'environnement. Il importe de prendre conscience que si je porte atteinte à une des mailles du système, derrière, toutes les autres mailles en subiront les conséquences. Cette compréhension est nécessaire afin d'être en mesure d'agir au mieux en apprenant à réguler son action. Il y a là un enjeu social d'éveil des consciences et de formation des citoyens de demain. Il y a également un enjeu éthique inhérent au vivant de la place que l'être humain s'est donné parmi le vivant. Celui-ci est souvent placé en haut de la pyramide, une place qui peut être questionnée afin d'interroger notre usage du vivant. Par exemple, est-il légitime de conserver des élevages intensifs d'animaux où le mal-être animal est reconnu et dénoncé ?

QUEL RÔLE JOUE OU DOIT JOUER L'ÉCOLE ?

C.G.S. : Les méthodes d'enseignement ont évolué et on est passé de la "leçon de choses" à une démarche d'investigation où les élèves formulent des hypothèses pour répondre à des questionnements partagés. L'école doit mettre en place ces espaces de réflexion. De plus, l'école accueille des publics de tous horizons avec un rapport au vivant très divers construit ou non dans le cadre familial. Dans les quartiers d'éducation prioritaire ou politique de la ville où les enfants vivent en

appartement dans des cités bétonnées, le rapport au vivant sous toutes ses formes est parfois très limité. Le rôle de l'école est de chercher à réduire les inégalités en faisant vivre les mêmes expériences sensibles du vivant. Cela peut se faire en proposant des expériences en classe ou autour de sorties scolaires comme une visite de ferme, occasion d'observer des animaux absents de leur quotidien.

COMMENT SE CONSTRUIT CE RAPPORT SENSIBLE AU VIVANT CHEZ LES ENFANTS ?

C.G.S. : Cela passe par de vraies rencontres avec plusieurs types d'êtres vivants : élevages d'animaux, activités liées de près ou de loin au jardinage, sorties en forêt, dans le jardin public proche, etc... Ces rencontres sont le terreau de leurs expériences sensibles, point de départ pour aller plus loin dans leurs représentations mais aussi pour construire un rapport au vivant plus distancié. Par exemple, on ne va plus parler du chien de la maison ou du voisin mais on va accéder à une certaine généralisation et parler de l'espèce chien, de ses caractéristiques. Les élèves développent aussi des compétences d'observation et d'attention au vivant lors des activités réalisées dans le milieu naturel. Le rapport au vivant se

développe également en faisant se questionner les élèves, en confrontant leurs représentations et en réalisant des expérimentations ou de la recherche documentaire pour trouver des réponses à un questionnement partagé par la classe. Cela se construit sur un temps long, il importe de commencer dès la maternelle, il peut y avoir des retours en arrière comme dans tout apprentissage ce qui nécessite d'y revenir tout au long de la scolarité pour développer et asseoir les connaissances.

QUELLE PLACE A LE LANGAGE DANS L'ACCULTURATION SCIENTIFIQUE ?

C.G.S. : Le langage a une place essentielle, le rapport au vivant se construit de pair avec les interactions langagières que les enfants mènent entre eux mais aussi avec l'enseignant ou les intervenants. Mettre des mots sur ses représentations, sur ce qui a été vécu, ressenti, acquérir du lexique, puis, aller au-delà de l'observation pour développer la pensée et construire des concepts. L'enseignant a un rôle d'observateur pour recueillir et faire émerger les conceptions des élèves et identifier ce qui est susceptible de résister ou pas. Ensuite, il est vigilant aux déplacements qui vont pouvoir s'opérer et dont le langage des élèves porte la trace : la façon dont l'élève nomme le vivant et le caractérise. La dictée à l'adulte, les dessins mais aussi les écrits intermédiaires, de travail ou les traces écrites finales permettent de suivre cette évolution de la pensée des élèves sur le vivant dans les différentes séquences d'apprentissages.



BIO
Céline Grancher Samson est docteure en sciences de l'éducation à l'université de Bordeaux.

“Le rôle de l'école est de chercher à réduire les inégalités en faisant vivre les mêmes expériences sensibles du vivant.”

Enseigner aujourd'hui, c'est aussi faire face à des situations complexes. Troubles de l'apprentissage, incivilité, accusations ou parfois vrais actes de violence, retour sur deux témoignages qui illustrent que les enseignants doivent être accompagnés au quotidien.



«Un jour, un parent en colère m'a agressée verbalement et physiquement à cause d'une note.» raconte Sofia. «J'ai dû porter plainte, j'ai eu des jours d'ITT et j'ai été incapable de retourner en classe pendant 6 mois tellement cet incident m'a affectée. Heureusement, j'étais assurée. J'ai été accompagnée pendant toute la procédure juridique et j'ai bénéficié d'un soutien psychologique pour m'aider à retrouver confiance. La MAIF a aussi couvert mes pertes de revenus pendant mon arrêt de travail.

Leur attention pour les enseignants est un vrai plus. »

Arnaud quant à lui a été mis en cause quand l'un de ses élèves a fait une réaction allergique grave en voyage scolaire : «L'élève a un PAI, allergie au poisson. Quand le serveur a déposé des toasts sur la table, je ne me suis pas méfié, ça ressemblait à des rillettes, c'en était d'ailleurs, sauf qu'elles étaient au poisson... L'élève s'en est sorti, heureusement, mais la famille a engagé ma responsabilité. J'étais écrasé par la culpabilité et incapable de me défendre. La MAIF a fait ce qu'il fallait et a même pris en charge les frais de justice.

J'ai bénéficié d'un accompagnement incroyable, calme et efficace, qui a même permis de renouer le dialogue avec la famille. »

MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. Entreprise régie par le Code des assurances. L'Offre Métiers de l'Éducation est conçue dans le cadre d'un accord de partenariat entre MAIF et l'ASL - Fédération des Autonomes de Solidarité de l'enseignement public et laïque dite « L'Autonome de Solidarité Laïque » Association régie par la loi 1901 - 7 rue Portalis - 75008 Paris. *Enquête en ligne YouGov France commandée et réalisée pour le compte de la MAIF en février 2023 auprès de 500 professeurs, instituteurs ou enseignants en activité âgés de 18 ans et +.



Des outils pédagogiques gratuits en accès illimité

Vous, les enseignants, faites face à de nombreux défis: intégrer les élèves atteints de troubles de l'apprentissage au sein de la classe ou encore sensibiliser les jeunes à des sujets capitaux comme l'inclusion. Pour atteindre vos objectifs, vous avez besoin de matériel et d'outils adaptés. Consciente de ces enjeux, MAIF a conçu des ressources en collaboration avec des professionnels de l'éducation et validées par vos pairs. Harcèlement, gestes de premiers secours, décodage de l'info, troubles dys... Autant de sujets essentiels sur lesquels MAIF peut vous accompagner pour mieux accompagner vos élèves.

Certaines difficultés dans la vie d'un enseignant peuvent entraîner des conséquences humaines, corporelles, parfois judiciaires, des pertes financières, des difficultés psychologiques.

L'assurance professionnelle MAIF pour les enseignants va alors constituer une aide précieuse, pour un coût annuel minime.

MAIF, assureur N°1 des enseignants*

MÉTIER & PRATIQUES

PAGE **22**

Les "colos" en péril

PAGE **26**

Cap sur l'ISS



LES "COLOS" EN PÉRIL



DÉCRYPTAGE

Supports d'apprentissages complémentaires de l'école et de mixité sociale, les colonies de vacances sont mises à mal par le désengagement de l'État.

90 ans après les congés payés et 150 ans après leur invention, les séjours de vacances collectifs pour enfants et jeunes, autrement dit les colonies de vacances, sont en 2026 au cœur d'un paradoxe social. La récente enquête de la Jeunesse en plein air (JPA) et de ses partenaires associatifs* souligne combien elles sont soutenues par la société civile. Trois-quarts des Français·ses en ont une "bonne image", en particulier celles et

ceux qui les ont déjà fréquentées enfant (92%) ou la tranche des plus jeunes adultes (89% pour les 18-24 ans). Une écrasante majorité souligne leur intérêt éducatif pour les enfants. Et pourtant, la fréquentation des séjours ne cesse de décroître et seulement 60% des répondant·es à la JPA pensent qu'ils correspondent aux envies des enfants d'aujourd'hui. Le développement des "colos" connaît son âge d'or après la Seconde guerre mondiale, en faveur d'une jeunesse qui a subi les privations de l'occupation. Dans les années 1930, sous l'impulsion des municipalités, des mouvements laïques et du Front populaire, elles s'étaient déjà éloignées des principes hygiénistes et sanitaires de la fin du XIX^e siècle. Pendant les Trente Glorieuses, des millions d'enfants fréquentent ainsi des colonies devenues laboratoires d'émancipation et surtout d'une mixité sociale que n'obtient pas toujours l'école qui, parce qu'elle est

sectorisée, reproduit l'homogénéité sociale des habitats et des territoires.

DES COMPLÉMENTS À L'ÉCOLE

Au-delà de la découverte d'environnements inédits, les séjours collectifs avec nuitées confrontent à l'altérité dans un contexte coupé de la cellule familiale et du milieu social d'origine. Mise en responsabilité, réflexion collective et coopération forment par l'expérience à la vie démocratique et à l'égalité au sein du groupe de pairs. Ces savoir-faire spécifiques, fondés sur la prise en compte des envies et besoins des enfants, sont à ce point complémentaires des savoirs scolaires qu'ils valent aux colonies le titre "d'œuvres complémentaires de l'école publique". Les valeurs de l'éducation populaire, comme le "toutes et tous capables", y font écho aux principes des pédagogies actives que l'éducation nouvelle introduit parallèlement à l'école.

Mais à l'amorce des années 1980/1990, ce modèle social et éducatif universel subit les coups de boutoir de l'expansion du marché du loisir de consommation. Tandis que les municipalités renoncent à leurs centres de vacances face aux coûts engendrés par les normes modernes, qu'une crise de confiance sécuritaire accentue la frilosité des familles et que s'installe la concurrence des loisirs à domicile, des entreprises privées appliquent des logiques de marketing, ciblant des clientèles.

INDIVIDUALISATION DES LOISIRS

L'accès aux colonies bascule en marqueur de différenciation de classe, les séjours linguistiques ou thématiques de prestige atteignant des tarifs prohibitifs, réservés aux classes économiquement supérieures. Transformée en produit récréatif, la "colo" s'individualise et se

différencie selon le capital économique et culturel des parents. Cette évolution est amplifiée par l'actuel désengagement budgétaire de l'État. Aux subventions pérennes des organismes permettant une réduction des tarifs, l'État substitue désormais une aide individualisée à la demande, à l'instar du "Pass Colo" et une logique de contractualisation par projets qui précarise infrastructures et emplois associatifs. Alors que, dans une société qui se polarise, l'utilité publique du "vivre ensemble" des colonies de vacances est plus que jamais nécessaire, le risque d'asphyxie financière des associations complémentaires de l'école ne semble laisser comme horizon aux enfants des familles populaires que l'entre-soi du lieu de résidence. FRANCK BROCK

* « Regards des Français sur les séjours de vacances collectifs pour les enfants et les jeunes », juin 2026



ANNE CARAYON
directrice générale de la Jeunesse en plein air (JPA)

QU'APPORTENT LES COLONIES DE VACANCES?

L'apport principal est d'apprendre à vivre avec autrui, se socialiser et développer ses compétences relationnelles mais aussi son autonomie dans un autre milieu. C'est aussi se découvrir soi autrement, quand l'enfant introverti en famille se révèle bout-en-train en séjour. L'apprentissage de la vie démocratique fait des adultes globalement plus tolérants, ouverts aux différences et plus engagés dans la société que la moyenne. Dans le contexte actuel, les enjeux portent aussi sur la santé mentale et physique. On revient au fondement historique des séjours pour favoriser l'activité en plein air et déconnecter les enfants

des écrans et des réseaux sociaux. La complémentarité aux apprentissages scolaires ne réside pas tant dans la résolution d'un problème mathématique en construisant un cerf-volant, mais plutôt dans la capacité à prendre la parole dans un groupe, à oser donner son avis... Le sentiment de confiance acquis aide notamment à préparer le passage au collège. La mixité sociale élargit aussi la façon dont des enfants de milieu populaire se représentent le champ des possibles en matière d'études supérieures.

COMMENT FAIRE PARTIR TOUS LES ENFANTS?

Les arbitrages budgétaires actuels ne sont pas favorables, entre la fin des "colos apprenantes", du "Pass Colo" insuffisamment promu et des aides aux familles au plafond trop bas qui excluent la classe moyenne basse. Les freins financiers pour les

familles pèsent sur les inscriptions pour l'été 2026, en recul. Le défaut de soutien financier de l'État aux organismes d'éducation populaire agréées et reconnues complémentaires à l'Éducation nationale génèrent des inquiétudes pour les structures elles-mêmes. Le soutien des "prescripteurs" de séjours que sont les collectivités territoriales et l'école est également indispensable à la complémentarité éducative entre séjours collectifs, école et famille dont doivent bénéficier tous les enfants. D'autant que monte à bas bruit le repli d'enfants en sécurité dans le cocon familial et qui rechignent à lâcher leur téléphone pour découvrir personnes et environnements inconnus. Pour susciter cette envie, nulle recette miracle, mais il faut s'en donner les moyens. La jeunesse est-elle aujourd'hui une priorité de l'État? PROPOS RECUEILLIS PAR F.B.

90% C'est le pourcentage de parents dont l'enfant est déjà parti en colonie de vacances qui estiment que l'encadrement est satisfaisant, contre 60% lorsqu'aucun de leur enfant n'est parti (Source: INJEP, mai 2026).



3% C'est le pourcentage d'enfants éligibles qui ont bénéficié du "Pass colo" en 2024, année de sa mise en œuvre. Un faible taux de recours dû à son manque de notoriété, seuls 29% des parents en ayant entendu parler (Source: INJEP, octobre 2025).



15% C'est le pourcentage d'enfants de 11 ans appartenant à des ménages allocataires partis en colonie de vacances en 2024 (Source: INJEP, mai 2026).



38% C'est le pourcentage d'enfants de 11 ans qui ne sont pas partis en vacances en 2024 (Source: INJEP, mai 2026).



DES INÉGALITÉS D'ACCÈS

D'avantage encore que les départs en vacances, les séjours en colonie sont aujourd'hui profondément marqués par les inégalités socio-économiques et culturelles*. En 2024, les enfants issus de familles dont le quotient familial (QF) est supérieur à 2 500€ partent trois fois plus souvent que ceux des ménages dont le QF est inférieur à 700€. Toutes choses égales par ailleurs, le niveau de diplôme des parents est un second facteur déterminant. Plus d'un quart des parents ayant un diplôme égal ou supérieur à bac +5 font participer leur enfant de 11 ans à une colonie contre 11% seulement pour les parents ayant le baccalauréat. Les expériences familiales passées font des parents davantage convaincus des bénéfices éducatifs et sociaux des colonies. Ainsi, 19% des parents partis dans leur enfance ont fait partir leur enfant contre 12% des parents n'étant jamais partis. Le premier motif de départ reste toutefois le souhait de l'enfant, cité par près de la moitié des parents. Mais celui-ci est plus marqué dans les familles aisées que dans les familles les plus modestes, pour qui percevoir une aide financière est aussi déterminant.

* « Partir en colonie à 11 ans: influence du milieu social, des habitudes familiales et du souhait de l'enfant », INJEP, mai 2026

9

C'EST LE NOMBRE DE NOUVEAUX PROGRAMMES POUR LA RENTRÉE PROCHAINE : maternelle (hors français, maths), sciences et technologie, histoire/ géographie, langues vivantes étrangères et régionales, EPS pour les cycles 2 et 3. Tout juste publiés, ils doivent être mis en œuvre dès septembre en CP et en CM1. Cette précipitation empêche toute appropriation faute de formation et de temps pour construire les enseignements.

ÉVALUATIONS, MOINS D'ÉCARTS ?

Dans une note de mai dernier, la Depp présente les résultats des évaluations nationales de 2025. En mathématiques, la résolution de problèmes est la compétence la moins réussie en CP. C'est là aussi que les écarts de réussite sont les plus importants entre les élèves scolarisés en REP+ et ceux hors éducation prioritaire (21,5 points). Elle note tout de même une réduction de cet écart de 3,3 points depuis les premières évaluations en 2019 grâce à une progression des résultats en REP+. Effet lié à une augmentation des prescriptions ou à une évolution positive des pratiques pédagogiques ? La note ne le précise pas.

RENTRÉE EN ++++ SCIENCES

Les aliments ont-ils le même goût tout le temps, pour tout le monde ? De quoi se compose l'atmosphère des exoplanètes ? L'association française pour l'éducation par la recherche, AFPER, invite à transformer sa classe en laboratoire pour débiter l'année scolaire de manière motivante et fédératrice autour des savoirs et de la démarche scientifique. 10 défis scientifiques accompagnés de vidéos, supports pédagogiques et scientifiques pour tous les niveaux de classe ainsi qu'un webinar de lancement prévu le 27 août prochain sont à retrouver sur SAVANTURIERS.AFPER.ORG

3

JOURS DE CONFÉRENCES, ATELIERS, TABLES RONDES du 1^{er} au 3 juillet lors du 99^e congrès de l'AGEEM à Poitiers "Apprendre à l'école maternelle, où est le problème?". Une occasion d'approfondir ses connaissances, d'actualiser ses pratiques et de s'inspirer des dernières recherches en matière d'éducation de la petite enfance.

OCÉAN ET CLIMAT

L'office for climate education réédite son manuel *Le Climat entre nos mains - Océan et Cryosphère*, développé en partenariat avec le Centre national d'études spatiales. Structuré en deux parties (comprendre et agir) et complété par des vidéos, il aborde grâce à diverses activités pluridisciplinaires les défis climatiques actuels tout en renforçant la compréhension des élèves, sur l'importance des océans et des zones glacées pour notre planète. À retrouver sur OCE.GLOBAL

DISCUTER LE MÉTIER

L'école apprend-elle encore à penser ? Quelle place laisser à l'erreur ? Qu'est-ce que le normal ? Un jeudi sur deux, dans les colonnes du café pédagogique, Daniel Gostain, enseignant spécialisé, membre de la FNAREN discute avec Jacques Marpeau, docteur en sciences de l'éducation. Ensemble ils décortiquent une notion pour en faire un sujet de réflexion, pour ouvrir le débat, afin de mettre en relief les enjeux qui en découlent. À retrouver sur CAFEPEDAGOGIQUE.NET

LÉA SCHNEIDER, est co-auteurice du guide "Vers la musique", Éd. Accès

1. POURQUOI FAIRE DE LA MUSIQUE DÈS L'ÉCOLE MATERNELLE ?

La musique répond d'abord au besoin sensorimoteur du jeune enfant. C'est une source de plaisir et un levier cognitif qui stimule la mémoire auditive autant que le développement du langage. En chantant des comptines par exemple, l'enfant mémorise des structures langagières qu'il réinvestit à l'oral. Elle permet aussi de travailler sur les émotions, les attitudes sociales et l'estime de soi. Au-delà des apprentissages, c'est un outil précieux pour l'enseignant. Elle permet de ritualiser la journée et de fluidifier les transitions en douceur. Elle apaise les tensions, instaurant un climat de classe calme et serein. Si l'élève y trouve son épanouissement personnel et peut développer sa culture artistique, l'enseignant y gagne un confort de gestion de classe.

2. COMMENT AMENER LES JEUNES ÉLÈVES VERS CET UNIVERS ?

Il faut ancrer la musique dans le quotidien. En maternelle, cela passe d'abord par le corps et les sens. On n'écoute pas la musique assis sur une chaise. Elle doit se vivre corporellement, en

bougeant, en explorant l'espace. La manipulation est essentielle. Avant de savoir écouter, l'enfant a besoin d'un vécu d'expérience. Il doit toucher, explorer des instruments ou des objets du quotidien pour produire des sons. L'enseignant adopte ensuite le principe de l'imitation, en frappant un rythme ou en chantant pour que les élèves le reproduisent. Progressivement, il peut amener les enfants à coder ces sons, créant ainsi un pont avec les processus d'écriture.

3. COMMENT FAIRE CONCRÈTEMENT POUR OSER SE LANCER ?

Il n'y a pas nécessité d'être musicien pour enseigner la musique ou d'avoir un budget important. Je propose par exemple "la boîte à sons". Après une phase de récolte de divers objets de récupération, les élèves passent par une phase d'exploration libre pour chercher comment les faire sonner. Puis par une phase de structuration en associant et en testant différents gestes sur ces objets. Ces trouvailles peuvent ensuite être reliées à des chansons ou à des œuvres existantes, comme *La Symphonie des jouets* ou servir à créer une composition. L'envie et la curiosité que la manipulation ludique suscite permettent de réels apprentissages en rendant les élèves acteurs. PROPOS RECUEILLIS PAR ANAÏS RICHARD

FORTES CHALEURS

Face aux vagues de chaleur qui se succèdent, les PE font preuve d'inventivité : brumisateurs, ventilateurs, bataille d'eau, classe sous les arbres, etc... Mais leur sens des responsabilités ne peut pas être la seule mesure d'adaptation du bâti scolaire à l'urgence climatique. Le plan ministériel de gestion des vagues de chaleur ne suffit pas, un plan pluriannuel de rénovation du bâti scolaire doit être mis en œuvre.



CAP SUR L'ISS



Des élèves de CM et de collège enfilent le costume de congressistes autour d'une mission pour la station spatiale internationale (ISS) à la Cité de l'espace à Toulouse.

« Notre mission s'appelle MEP, Mission Espace Propre. Nos objectifs sont de nettoyer l'Espace autour de l'ISS et d'éliminer les déchets ». Les élèves des

trois classes de CM du groupe scolaire Fernand Camescasse et quelques 6^e et 5^e du collège Jean Jaurès de Maubourguet dans les Hautes Pyrénées ont fait le déplacement jusqu'à la cité de l'espace de Toulouse pour présenter leur projet de mission spatiale à la 17^e édition du congrès scientifique des enfants. « Pourquoi avez-vous choisi cette mission ? » demande une élève dans l'auditorium. « Il nous a paru important de nettoyer l'espace. Il y a assez de pollution sur Terre, il n'en faut pas plus dans l'Espace » répond Mayron sur la scène. « Et c'est dangereux. Un débris se déplace à environ 28 000 km/h. Il peut détruire des satellites actifs ou menacer des astronautes lors des

sorties extravéhiculaires » ajoute Paul. Les spécialistes en herbe exposent leurs travaux aux autres congressistes en prenant appui notamment sur leur maquette comprenant un aimant puissant pour attirer les métaux ferreux ou un broyeur pour compacter les déchets. Si le bras robotique articulé muni d'un filet pour récupérer les autres déchets est déjà à l'état de prototype, le four solaire de fusion nécessaire pour faire fondre certains matériaux afin de les recycler, lui, est resté à l'étape de la conception. Un autre groupe de l'école présente la seconde mission : « comment rendre la station totalement autonome ? ».

UN PROJET SUR L'ANNÉE

Cette matinée est le point d'orgue d'un an de travail encadré par Sandrine Rimaud, enseignante en CM et Élodie Tarissan professeure de sciences physiques au collège. Elles se sont lancées dans ce projet car « il offre une occasion de travailler la liaison école- collège et la démarche scientifique sous tous ces angles : expérimenter, analyser, dessiner, représenter, fabriquer la maquette, rédiger des écrits spécifiques, préparer un oral et acquérir des connaissances sur le domaine spatial. Cela donne du sens à ce qu'ils apprennent mais la logistique a été lourde » confient-elles. Elles ont donc pratiqué par étapes. Elles les ont d'abord amenés à se poser des questions à travers diverses expériences menées en classe. « Nous leur avons fait découvrir la notion de micro-gravité grâce à du matériel prêté par la cité de l'espace. En filmant au ralenti le vol de légos enfermés dans une boîte jetée en l'air, les élèves ont pu imaginer les effets de la gravité sur les astronautes et se rendre compte des conditions de vie dans l'ISS » explique Élodie. « Nous avons aussi vu comment faire grandir des plantes sans terre, sur de l'argile » complète Sandrine. Ils ont également découvert la nécessité de se laver avec des lingettes, et le type de nourriture présente dans l'ISS. Tout le long, les apports théoriques enrichissent les réflexions des élèves et les amènent à choisir les deux missions qu'ils présenteront au congrès scientifique. « Ils ont eu l'idée d'une mini-ferme à bord quand ils ont goûté les rations qu'ils ont trouvées très fades, sourit la PE. Le recyclage des déchets, lui, est venu de manière spontanée dans les discussions ».

Une fois les missions votées, comme dans une vraie équipe scientifique, les enfants se répartissent les différents rôles complémentaires entre la fabrication des maquettes et la préparation de la présentation des missions au congrès. Tout le long des allers-retours au sein des équipes sont nécessaires entre les contraintes de fabrication, la robustesse scientifique de certaines propositions et les questions éthiques. « On s'est demandé ce qu'on ferait des déchets récoltés. Certains ont proposé de les mettre sur la Lune, mais ça ne peut pas devenir notre déchetterie ! L'idée du four est venue comme ça et l'équipe de la maquette a dû le fabriquer » résume un groupe d'élèves.

PREMIERS PAS VERS LA RECHERCHE

Ce projet est aussi l'occasion d'un premier contact avec le monde de la recherche grâce à la venue dans les classes de doctorantes et doctorants. « Nous sommes venues présenter aux enfants notre parcours », expliquent Coline Thuille et Émilie Tortel, l'une doctorante en psychologie cognitive, l'autre en informatique. Au détour des

échanges et de l'aide qu'elles apportent lors de la fabrication de la maquette, c'est aussi pour elles un moyen de montrer que les sciences sont accessibles aux femmes. Par ailleurs, elles ont aidé à préparer l'oral qui a demandé un travail spécifique. « Monter sur une scène pour faire une présentation dans un auditorium sans l'intervention d'un adulte peut être

“IMAGINER LES EFFETS DE LA GRAVITÉ”

impressionnant, précise Sandrine. Nous avons fait des exposés de manière hebdomadaire pour les entraîner et avons choisi de les faire lire plutôt qu'apprendre par cœur pour éviter qu'ils récitent comme une poésie. En écrivant la trame de leur intervention, ils ont aussi veillé à utiliser le vocabulaire scientifique le plus précis possible, comme les chercheurs ». À voir le plaisir des élèves à parler de « plantations en hydroponie » ou de « sorties extravéhiculaires », l'objectif est atteint. La visite de la cité de l'espace avec sa reproduction grandeur nature de la fusée Ariane 5, une reproduction de la capsule Soyouz ou le module lunaire d'Apollo, complète cette plongée d'un an dans l'aventure spatiale. CLAIRE BORDACHAR



SAMIA NEDJARI

PE chargée de mission à la Cité de l'espace de Toulouse

EN QUOI LA CITÉ DE L'ESPACE EST-ELLE UN POINT D'APPUI POUR LES PE ?

La cité propose des laboratoires où les PE sont accompagnés pour mener des expériences avec leurs élèves. Fabriquer une comète à l'aide de carboglace et de charbon, faire chauffer des chamallows pour imaginer ce qui se passe quand un objet entre dans

l'atmosphère, utiliser des calculateurs de vitesse de chute, autant d'espaces et de matériel que les PE n'ont pas dans les écoles. Un planétarium permet aussi de simuler un voyage dans l'espace, jusqu'à l'ISS, la Lune, ou à travers les anneaux de Saturne. Il y a un côté fascinant pour les enfants. Cela permet aussi d'éveiller la curiosité des élèves et de leur donner le goût des sciences.

VOUS PROPOSEZ DES PROJETS SUR L'ANNÉE, POURQUOI ?

Les projets menés permettent de travailler les trois piliers de l'EAC.

“Fréquenter”, à travers la visite de ce lieu mais aussi la rencontre avec des acteurs locaux ou des doctorants pour faire rentrer les élèves dans le monde de la recherche. “Pratiquer” lorsqu'ils mènent les expériences ou construisent des maquettes en cherchant à s'adapter aux contraintes du spatial. Et enfin, “s'approprier” avec la mise en relation des différents champs disciplinaires nécessaires. Nous fournissons pour cela des mallettes avec du matériel utilisable en classe et accompagnons les PE pédagogiquement toute l'année. PROPOS RECUEILLIS PAR C.B.

1^{ER} John Mac Fall, amputé de sa jambe droite, est le premier "parastronaute" recruté par l'Agence spatiale européenne en 2022.

9 MOIS c'est la durée de la mission Epsilon de l'astronaute française Sophie Adenot à bord de la station spatiale internationale.

300 c'est le nombre d'élèves du CM1 à la 6^e venus de toute l'académie de Toulouse pour participer au congrès scientifique.

260 000 c'est le nombre d'élèves qui participent à l'expérience Chloris qui consiste à mettre en évidence l'influence de la lumière et les effets de la gravité sur la germination et la croissance des plantes, en parallèle de celles menées à bord de l'ISS.

SUR TOUT LE TERRITOIRE

Au-delà du projet maternelle “P'tits ingés et astronautes” qui permet de sensibiliser les élèves de 3 à 6 ans, la cité de l'espace propose des projets pour les élémentaires qui s'adressent à toute la France métropolitaine et d'outre-mer. Pour le cycle 2, le projet “Défi Robot Martien” propose une initiation au code à l'aide de petits robots. Les élèves doivent piloter un Rover qui est sur Mars pour relever un défi collaboratif. Formation sur place ou à distance en début de projet et prêt de matériel en France hexagonale et outre-mer permettent à 16 classes de cycle 2 de se lancer. Pour le cycle 3, la première édition du projet “Space challenge” aura lieu à la rentrée prochaine. Les classes devront mener des expériences en classe pour relever des défis à intervalles réguliers. Les classes du CM1 à la 5^e, s'entraideront via un espace numérique et collaboratif permettant d'échanger leurs observations. Les équipes enseignantes bénéficient d'une formation, une mallette pédagogique, d'un espace numérique et d'interventions en classe ou à distance. Inscriptions possibles jusqu'au 25 septembre.

QUESTIONS & RÉPONSES

Q: J'AI CHANGÉ D'AFFECTATION ET J'AI DÛ DÉMÉNAGER, AI-JE DROIT À UNE AIDE ?

R: Un changement de résidence administrative entraînant un changement de résidence familiale ouvre droit à la prise en charge des frais de déménagement. Cette situation peut intervenir après un changement de département mais aussi suite à une nouvelle affectation dans le même département. Cette disposition concerne l'ensemble des agents publics, fonctionnaires et personnels contractuels.

Pour en bénéficier:

- les frais de déménagement ne doivent pas être pris en charge par l'employeur du ou de la conjointe;
- il faut être affecté-e à titre définitif sur la nouvelle résidence administrative ou à titre provisoire deux années consécutives sur le même poste;
- la demande de prise en charge doit être faite dans les 12 mois suivant la date du changement de résidence administrative. Des dispositions spécifiques s'appliquent en cas de changement de résidence entre les départements d'Outre-mer, entre l'Hexagone et ceux-ci ou entre le continent et la Corse ou autres îles côtières. Les dossiers sont à retirer auprès de la DSDEN. Prendre attache auprès de la FSU-SNUipp du département.

Q: JE SUIS EN CONGÉ MALADIE JUSQU'AU DERNIER JOUR DE CLASSE, LES VACANCES SCOLAIRES SERONT-ELLES COMPTABILISÉES EN ARRÊTS MALADIE ?

R: Non, ce sont les dates indiquées sur l'arrêt maladie du médecin qui vont déterminer la période prise dans les droits à congé et pour la rémunération. Attention, si l'arrêt maladie se termine au cours de la période de vacances, ces jours seront comptabilisés dans les jours de congés maladies ordinaires (CMO).

Q: JE DEVAIS AVOIR UN RENDEZ-VOUS DE CARRIÈRE CETTE ANNÉE, MAIS JE N'AI PAS PU EN BÉNÉFICIER. COMMENT EST-CE QUE CELA VA SE PASSER ?

R: Les PE qui n'ont pas pu avoir leur rendez-vous de carrière lors de l'année scolaire en cours doivent s'en voir proposer un en septembre de l'année scolaire suivante. L'appréciation finale leur sera alors notifiée au plus tard le 15 octobre. Si ce rendez-vous de carrière ne peut pas avoir lieu, l'appréciation finale sera donnée par l'IA-DASEN à partir de l'avis donné par l'IEN de circonscription en fonction du dossier de l'agent-e.



Le grand spectacle du Soleil, notre étoile, et de la lune, notre satellite naturel, pour **comprendre l'essentiel**. Un album en apesanteur, qui fonctionne tête-bêche !

Dès 7 ans et pour tous, 64 pages, 19,50 €



Tous les visages de la poésie racontés aux enfants. Rire, rêve, colère, émotion... Pour que ce **droit universel** soit mieux partagé !

Dès 5 ans, 48 pages, 17,50 €

NOUS FAISONS TOUT NOTRE POSSIBLE.
Vous, avec vos élèves, vos budgets minimalistes, vos formations bancales.
Nous, avec de graves difficultés économiques...
Tout pour partager bonheurs de découvrir, plaisirs artistiques et valeurs humanistes.

RÉSISTONS ENSEMBLE !



40 poèmes pour **rafraîchir la devise**, grandir ensemble, libres et en poésie !

Dès 7 ans et pour tous, 40 pages, 19 €



Les humains, les animaux, les plantes **communiquent**... Un livre documentaire riche, primé à la Foire de Bologne, signé par deux grands artistes ukrainiens, dans un style très urbain.

Dès 7 ans et pour tous, 136 pages, 21 €



Les deux loups, de la violence et de la bienveillance, s'opposent. Un **conte cherokee puissant** qui aide à penser.

Dès 5 ans et pour tous, 48 pages, 18 €

Décryptage LE CALENDRIER SCOLAIRE 2026-2027

VACANCES	ZONE A	ZONE B	ZONE C
PRÉRENTRÉE DES ENSEIGNANTS	Lundi 31 août		
RENTRÉE SCOLAIRE	Mardi 1 ^{er} septembre		
VACANCES D'AUTOMNE	Fin des cours : samedi 17 octobre Reprise des cours : lundi 2 novembre		
VACANCES DE FIN D'ANNÉE	Fin des cours : samedi 19 décembre Reprise des cours : lundi 4 janvier		
VACANCES D'HIVER	Fin des cours : samedi 13 février Reprise des cours : lundi 1 ^{er} mars	Fin des cours : samedi 20 février Reprise des cours : lundi 8 mars	Fin des cours : samedi 6 février Reprise des cours : lundi 22 février
VACANCES DE PRINTEMPS	Fin des cours : samedi 10 avril Reprise des cours : lundi 26 avril	Fin des cours : samedi 17 avril Reprise des cours : lundi 3 mai	Fin des cours : samedi 3 avril Reprise des cours : lundi 19 avril
PONT DE L'ASCENSION	Fin des cours : jeudi 6 mai Reprise des cours : lundi 10 mai		
VACANCES D'ÉTÉ	Fin des cours : samedi 3 juillet Reprise 2027 : mercredi 1 ^{er} septembre		

ZONE A: académies de Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Limoges, Lyon, Poitiers. **ZONE B:** académies d'Aix-Marseille, Amiens, Lille, Nancy-Metz, Nantes, Nice, Orléans-Tours, Reims, Rennes, Rouen, Strasbourg.
ZONE C: académies de Créteil, Montpellier, Paris, Toulouse, Versailles.

Les vacances sont réputées débuter le samedi après la classe et se terminer le lundi matin.

La Corse a le même calendrier scolaire que la zone A, mais la pré-rentree a lieu le mardi 1er septembre et la rentrée scolaire le jeudi 3 septembre.



Calendrier scolaire Drom



Pour les tout-petits, des images du **monde** qui se répondent...
 22 pages, tout carton, 9,50 €



Ici, c'est sur toutes les formes d'**habitat**. Étonnants ces TIP-TAP !
 22 pages, tout carton, 9,50 €



Une nouveauté, sur la **nourriture** des quatre coins de la planète.
 22 pages, tout carton, 9,50 €



Et le 8^e TIP TAP voyage dans les cultures en **fête**...
 22 pages, tout carton, 9,50 €

Pour accéder à notre catalogue en ligne ou le commander sur www.ruedumonde.fr :



editions_ruedumonde

editionsruedumonde



LIVRES

Des livres pour l'été

Bientôt le temps des vacances, le temps de lire ! Des histoires de plage, de voyages, de rencontres, de défis et d'audace, des promesses d'ailleurs, même en restant chez soi, ou des récits de chez soi même si c'est ailleurs.

Pour les tout-petits voyageurs et voyageuses, un petit livre cartonné plein de fantaisie : **Mais où vont les avions?** Des avions aux couleurs et cargaisons variées traversent des paysages divers pour arriver... chez le jardinier qui veut faire pousser un jardin enchanté ! Mignon, poétique et joyeux. **Le grand voyage de Mo** est la

deuxième aventure du chaton qui part chez son grand-père réparateur de ventilateurs. Le chemin est long pour arriver sur l'île tropicale de Grand Papicha. Mo rencontre toutes sortes d'animaux étonnants, dont un singe capucin auteur de livres pour enfants. La carte fournie par sa maman est devenue illisible mais il va trouver son chemin dans la jungle grâce à la solidarité des animaux du coin. Les illustrations fines et colorées sont toujours délicieuses. Alba rêve de glisser **Sur les vagues**. C'est le récit de sa persévérance. Parfois la météo est capricieuse et lorsque les conditions sont réunies, l'apprentissage du surf est plus difficile qu'elle ne le pensait. Dans un paysage maritime merveilleux qui nous transporte sur une île grecque, elle reçoit le soutien mystérieux de Paros, le grand phare rouge et blanc, qui lui dit de ne pas se décourager. Manuel part camper en famille au bord de la plage, et y retrouve

“FAIRE ENTENDRE SA VOIX, EN INTERPRÉTANT LE TUBE DE L'ÉTÉ”

sa bande de copains du Club des Cabossés. Son problème, à lui, c'est un bégaiement qui lui donne souvent envie d'être invisible. C'est pourtant exposé à tous les regards, sur la scène du grand concours de chanson du camping, qu'il va faire entendre sa voix, en interprétant **Le tube de l'été**. Un récit pour donner confiance aux gamins qui se sentent hors les clous. **L'été avec Olivia** est une jolie BD, sur le temps des vacances qui s'étire lentement dans la maison de la grand-mère à la campagne, à un âge de transition, entre enfance et adolescence. La rencontre avec Olivia vient sortir Anna de sa solitude, ses journées se remplissent de

moments lumineux : piscine, soirée pyjama, balades, confidences... Une belle histoire d'amitié ou un petit peu plus ? Les crayonnés gris arrivent à rendre les couleurs de l'été et les sentiments. Quel est donc **Le défi** de notre jeune héros ? Alors qu'il reste assis, comme souvent pendant les vacances avec son grand frère et son cousin sur les marches devant la maison, attendant l'arrivée d'une de ses tantes merveilleuse conteuse, une phrase malheureuse fait basculer sa tranquillité. Il va devoir dépasser sa peur pour aller tout seul, à la tombée de la nuit, acheter des koulis-koulis... Or, la seule boutique où les trouver est tenue par une femme inquiétante. Mais cette aventure lui fait découvrir une femme âgée, qui, au-delà des préjugés, se révèle être, elle aussi, une formidable passeuse d'histoires. Un très joli album sur la peur, l'imagination et la transmission. MARION KATAK



EXPO - MARTIGUES

Ernest Pignon Ernest

Collées de nuit sans autorisation dans les rues d'Alger, Paris, Naples, Soweto ou Martigues, les œuvres d'Ernest Pignon-Ernest se dégradent sous la pluie, s'effritent... Croquis, photos, sérigraphies : des archives ont gardé la trace de cette œuvre vouée à l'éphémère. 200 œuvres qui dialoguent entre elles, couvrant 60 ans de création, sélectionnées par l'artiste pour une exposition généreuse. ► **MUSÉE ZIEM, MARTIGUES, JUSQU'AU 15 NOVEMBRE 2026**



EXPO - ROANNE

Au fil du trait

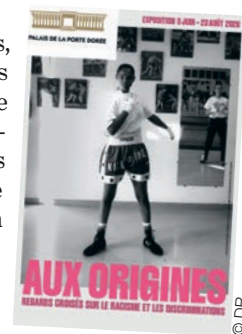
Témoin des premiers gestes artistiques de l'humanité, un ensemble méconnu de fines plaquettes de schiste gravées du Magdalénien, vieilles de 15 000 ans, sont exposées en dialogue avec les œuvres de Thomas Gleb, peintre, sculpteur et poète polonais. Mêlant art et sciences, ce choix amène à s'interroger sur le regard comme sur la continuité du geste à travers les âges, avec l'idée qu'il y a quelque chose d'étrangement stable dans l'humanité : la main qui trace, et qui cherche à dire. ► **MUSÉE JOSEPH DÉCHELETTE, ROANNE, JUSQU'AU 20 SEPTEMBRE 2026**



EXPO - PARIS

« Aux origines »

Au sein de l'ancien Palais des colonies, l'exposition retrace et témoigne des mécanismes structurels du racisme hérité de l'histoire coloniale en changeant le point de vue grâce à des œuvres de plus d'une quarantaine d'artistes. Elle se déroule telle un dialogue entre données scientifiques, expériences humaines et pratiques artistiques et invite à renverser les regards dominants, à examiner les formes contemporaines de discriminations. Les œuvres finales inventent des manières plurielles d'être au monde où l'existence se construit avec l'attention à l'autre et l'expérience partagée. ► **MUSÉE NATIONAL DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION - PALAIS DE LA PORTE DORÉE - DU 5 JUIN AU 23 AOÛT 2026**



“Découvrir des émotions culturelles authentiques”

Durant quatre jours, Aurillac se transforme en une immense scène ouverte où se coïncident artistes du monde et publics variés.

LES CEMÉA PARTICIPENT AU FESTIVAL DE THÉÂTRE DE RUE À AURILLAC, POURQUOI?

Le festival est une plateforme internationale de rencontre autour du théâtre de rue avec des pratiques artistiques diverses : marionnettes, danse, cirque, théâtre. Les Ceméa en sont partie prenante depuis sa création en 1986 en raison de leur capacité à gérer des espaces collectifs mais aussi pour permettre à différents publics dont certains peuvent être éloignés de la culture, de s'y rendre et découvrir des émotions culturelles authentiques. L'objectif est de donner le goût de la culture au plus grand nombre dans un environnement sûr et suscitant.

QUELLES ACTIONS MENEZ-VOUS?

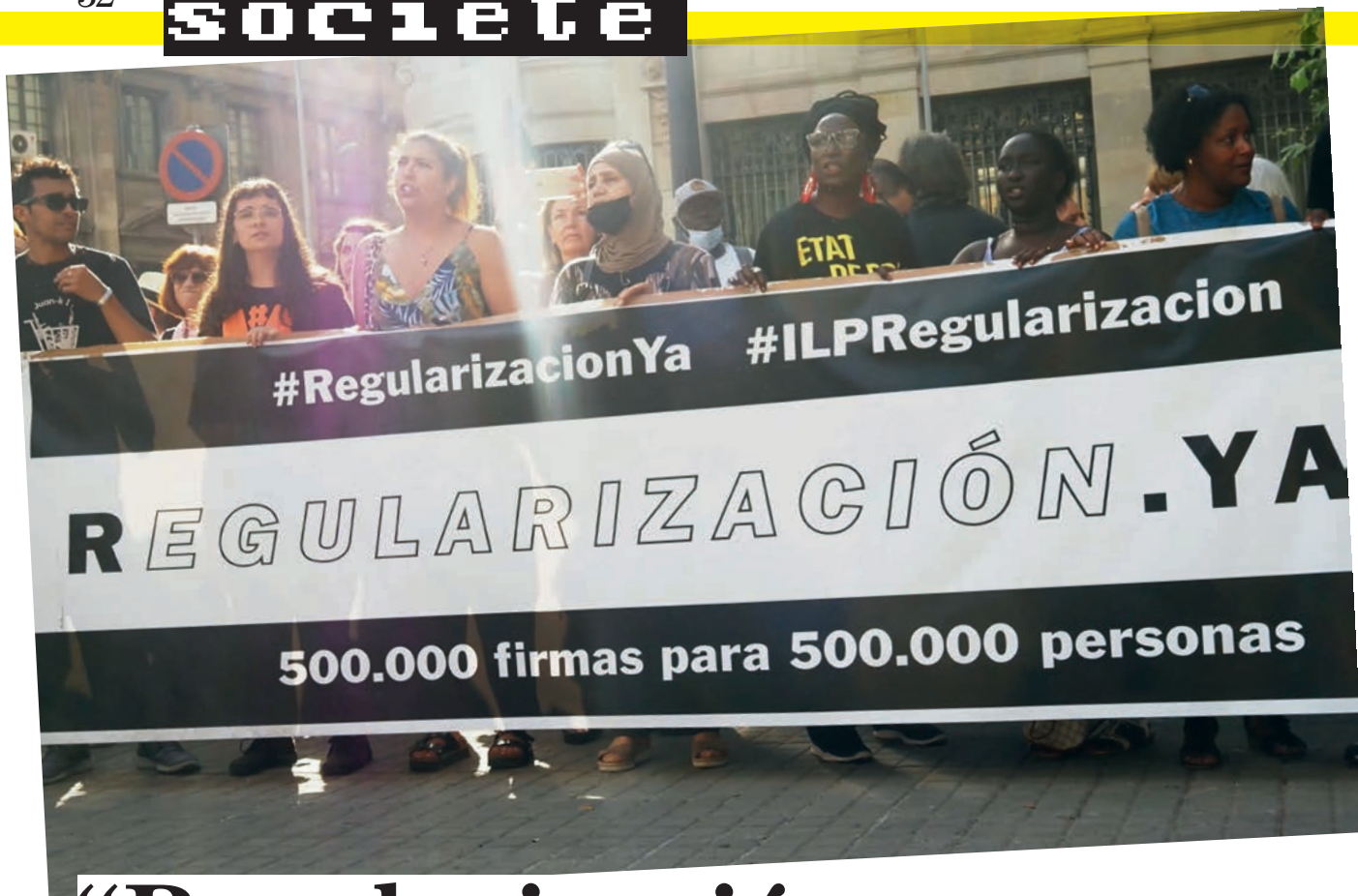
Des espaces collectifs situés dans deux lycées publics sont aménagés pour accueillir de manière confortable et adaptée à une vie en festival des personnes diverses. Des familles, des compagnies et des groupes, comme cette année de

demandeurs d'asile et des jeunes passant leur Bafa, vont vivre ensemble, se croiser et échanger durant quatre jours. Sont présents aussi des enfants des familles fréquentant le



BIO
Isabelle Wattenne, est directrice territoriale du mouvement d'éducation populaire des Ceméa Auvergne.

festival mais également ceux des artistes et des militants et militantes des Ceméa. Nous communiquons les spectacles à destination de ce jeune public, proposons parfois un accompagnement à être spectateur ou encore, avec l'accord des parents, nous regroupons tous les enfants pour aller voir un spectacle ensemble. Accompagner tous les publics est une action importante menée par les Ceméa. Lors de leur rencontre avec l'œuvre d'art, nous donnons des conseils matériels mais surtout nous les aidons à identifier et partager l'émotion que cela peut susciter. Faire prendre conscience qu'on n'a pas tous les mêmes goûts et que pour autant chaque parole est légitime. C'est encore organiser à la suite des spectacles des rencontres avec les artistes sur site ou des ateliers d'écriture au retour dans l'espace d'accueil. PROPOS RECUEILLIS PAR MARION KATAK



“Regularización extraordinaria”

À contre-courant de pays voisins, l'Espagne régularise massivement.

«Déjà 550 000 demandes de régularisation déposées» affirme Mónica López, directrice générale de la *Comisión Española de Ayuda al Refugiado* (CEAR). Mi-avril, le gouvernement espagnol de Pedro Sanchez a lancé un vaste plan de régularisation d'un demi-million de personnes sans papiers, du jamais vu depuis vingt ans. Ce faisant, il prend le contre-pied des politiques migratoires de la plupart des pays européens même si ce n'est pas son intention première. Le Premier ministre espagnol assume ce choix politique qu'il considère à la fois «pragmatique» et «d'ordre moral». Ceci dit, il s'appuie sur une initiative législa-

tive populaire pour la régularisation qui a collecté plus de 700 000 signatures, ce qui contraignait de présenter le texte au parlement. Par ailleurs, une récente étude de la fondation Funcas, think tank marqué à gauche du paysage politique, estime à environ 840 000 les personnes en situation d'irrégularité sur le territoire, dont près de la moitié vient d'Amérique latine, et se retrouvent majoritairement en situation de précarité et de vulnérabilité. La vulnérabilité fait partie des critères pour demander la régularisation. Il faut aussi être en Espagne depuis au moins cinq ans et ne pas avoir de casier judiciaire.

L'IMMIGRATION COMME RICHESSE

Si l'Espagne connaît une des plus fortes hausses de son PIB dans l'Union européenne (2,8% contre 1,5% en moyenne en 2025), c'est aussi parce que «l'intégration de la main d'œuvre étrangère est respon-

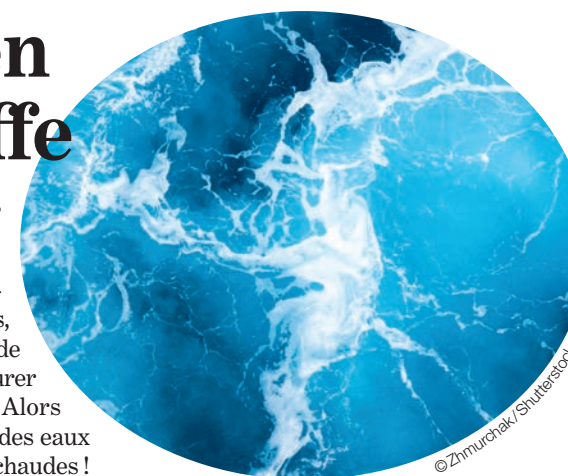
sable de près de la moitié de cette croissance entre 2022 et 2025» estime la fondation. Selon une autre étude*, la dernière grande vague qui avait permis de régulariser 600 000 personnes en 2005 a montré que chaque immigré régularisé avait généré en moyenne 4 000 euros par an de recettes supplémentaires au titre des cotisations patronales et 440 euros au titre des recettes fiscales, sans entraîner aucune hausse des dépenses publiques de santé et d'éducation.

Une solution politique qui permet de «maintenir à flots les services publics mais aussi les systèmes de retraite» pour le gouvernement espagnol, qui comme ses voisins, fait face à une baisse de la natalité et un vieillissement de la population. Si en trente ans, la population de ce pays a augmenté de près de 9 millions, 91% s'explique par le solde migratoire positif. Pour Mónica López, cette régularisation est positive. Mais la solution à long terme repose sur «une transformation de la loi sur les étrangers prévoyant la possibilité d'avoir un permis de travail et de résidence évitant de se retrouver en situation irrégulière.» ANAÏS RICHARD

* «Understanding the effects of granting work permits to undocumented immigrants», Elias, Monras et Vázquez-Grenno, 2023

Océans en surchauffe

Sur ordre du président Trump, la National Science Foundation supprime la participation des États-Unis au système international de surveillance des océans, ce qui entraîne la suppression de 900 instruments clés pour mesurer le réchauffement des océans. Alors que les températures relevées des eaux du globe n'ont jamais été aussi chaudes ! On pourrait croire à une fake-news tant cette décision paraît absurde au regard du rôle essentiel des océans dans la régulation du climat. Selon le GIEC, les océans absorbent environ 90% de l'excès de chaleur provoqué par l'activité humaine. Observer les fonds marins, suivre le réchauffement des océans et mieux comprendre l'AMOC, ce méga courant qui permet de refroidir les eaux du globe s'avère donc indispensable. Cet ensemble de courants complexes, dont le Gulf Stream et le courant du Labrador, forment une immense boucle autour du globe qui équilibre les températures à l'échelle de la planète. Les masses d'eaux chaudes de l'équateur – situées entre la surface et 1000 m de profondeur – sont transportées vers le nord de l'océan Atlantique où elles vont se refroidir.



UN CERCLE VICIEUX

Mais plus l'eau se réchauffe, plus la densité de l'eau diminue ce qui empêche le courant de circuler correctement. Selon la dernière étude du CNRS Terre & Univers et de l'INRIA de Bordeaux, le ralentissement de l'AMOC pourrait atteindre environ 51% d'ici 2100. Un cercle vicieux dans lequel est entrée notre planète qui n'est pas sans conséquence sur le climat mondial : augmentation de l'intensité et des fréquences des épisodes météorologiques extrêmes comme les cyclones, les canicules, les sécheresses... Une situation qui va encore s'aggraver avec l'arrivée d'El Niño, ce courant du Pacifique amplificateur des effets du dérèglement climatique qui frappe, durant 9 mois à un an, de nombreux pays. NELLY RIZZO

Violences éducatives dites ordinaires... et persistantes

Cris, hurlements, humiliations, menaces, privations, bousculades, fessées... les violences éducatives dites ordinaires (VEO) demeurent très répandues en France, malgré leur interdiction par la loi de 2019. 83% des parents déclarent avoir eu recours à des violences verbales ou psychologiques au cours de l'année écoulée et 41% à des violences physiques, selon le baromètre 2026 réalisé par l'Ifop pour la Fondation pour l'enfance. Près d'un tiers des parents continue de leur attribuer une utilité éducative, tout en reconnaissant largement leurs effets délétères. L'enquête montre également que les adultes ayant eux-mêmes été exposés à

des violences éducatives ont tendance à normaliser ces pratiques et les reproduisent davantage. Par ailleurs, les hommes sont plus nombreux que les femmes à partager cette vision, sans pour autant avoir plus recours aux attitudes violentes. L'étude conclut qu'une meilleure compréhension des séquelles liées aux violences, du développement et des besoins émotionnels permettrait de prévenir les pratiques abusives. Il apparaît urgent de s'attaquer au maintien d'une norme sociale qui continue de les légitimer, alimentant ainsi le continuum des violences et de domination adulte. DELPHINE RACT



MARINE POUGET, responsable de la gouvernance internationale du climat au Réseau action climat (RAC)

1. QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE SUR LES ÉTATS INSULAIRES ?

Il y a un risque de submersion des côtes ou de la totalité des territoires avec le rehaussement du niveau de la mer. Des espaces ne seront plus habités comme dans de nombreuses îles du Pacifique. La biodiversité va être touchée avec la disparition des barrières de corail, de la mangrove ou d'espèces submergées par l'eau salée. Ces mêmes territoires vont se retrouver plus exposés aux catastrophes climatiques impactant notamment les communautés agricoles. Il y a aussi des conséquences culturelles avec un risque de perte de patrimoine.

2. QU'EN EST-IL POUR LES DROM-COM ?

Des conséquences similaires mais cette réalité est peu prise en compte. Il n'y a pas de coordination des politiques de protection face au changement climatique par l'État français. Ces territoires n'ont pas les mêmes moyens que la France hexagonale pour prévenir des risques climatiques. Des fonds dédiés devraient être budgétés pour se protéger mais aussi pour réparer après le passage de catastrophes climatiques qui vont être de plus en plus nombreuses. Il faudrait aussi mettre en place annuellement des assises ultramarines et écouter la parole experte des habitants de ces territoires. PROPOS RECUEILLIS PAR N.R.

“Décaler le temps de l’orthographe pour autoriser d’abord le propos”

LA LANGUE FRANÇAISE EST-ELLE EN DANGER ?

ANNE ABEILLÉ : Des discours déclinistes prétendent que l’on massacrerait aujourd’hui la “langue de Molière”. L’ironie c’est que ce dernier, qui employait patois et jargons, était décrié à l’époque par les puristes ! Aujourd’hui, le français est extrêmement parlé et écrit et langue officielle dans plus de trente pays. Signe de vitalité, il a toujours été une langue de contact, s’enrichissant des autres langues, des sciences et des technologies, des évolutions sociales... offrant un élargissement lexical. Et “liker” ou “kiffer” par exemple ne remplacent pas le verbe “aimer”. Les structures grammaticales de leur côté restent robustes. Les visions alarmistes attisent le blâme sur tout ce qui serait nouveau, étranger, jeune, populaire, avec des étiquettes. C’est toujours la peur de l’autre qu’agitent ces vecteurs de normes – tout écart est vu comme une faute – et la nécessité de “gardiens” pour la défendre. Or, une langue vivante s’adapte et évolue.

EXISTE-T-IL UN “BON FRANÇAIS” ?

A.A. : Le “bon usage” était celui de la Cour à Paris, avec une volonté élitiste « de distinguer les gens de lettres des ignorants et des simples femmes » écrivait le dictionnaire de l’Académie en 1696. Il reste toujours cette idée de déposséder les francophones de leur langue avec une forme de censures des variétés d’usages et selon les situations. Alors que la langue sert à créer des liens sociaux, les discours normatifs et moralisateurs installent des illégitimités. Une façon de réduire nos moyens d’expressions, de refuser la parole aux gens du peuple. Les règles imposées illustrent les enjeux de domination. L’exemple de

l’accord de proximité est probant, Racine écrivait « avec un courage et une foi nouvelle ». Cet accord coexistait avec le masculin et était enseigné jusqu’en 1900. Puis l’homme fut décrété plus “noble” que la femme, et le masculin a été dit “neutre”...

QUEL EST LE POIDS DE L’ORTHOGRAPHE AUJOURD’HUI ?

A.A. : Une des grandes difficultés à enseigner le français réside dans le poids de la norme. D’autant que l’orthographe est devenue complexe à cause des choix politiques et des évolutions phonétiques. La charge de la grammaire scolaire reste concentrée sur l’écrit, or l’oral est riche d’une palette de variantes que l’on étudie peu. On privilégie souvent la dictée, un exercice d’évaluation et non d’apprentissage, souvent basé sur des pièges ou du par cœur, à partir du texte d’un autre. Les élèves pourraient passer plus de temps à produire leurs propres

écrits et à les corriger. La crainte de faire des fautes empêche les enfants, mais aussi les adultes, d’écrire. Cette crainte est renforcée par la notion de niveaux de langue, avec une hiérarchisation et une culpabilité. C’est pourtant de registres ou de styles dont il s’agit. Le français varie selon les régions, les pays, les situations... Dire septante n’est pas moins pertinent que *soixante-dix*, vouvoyer peut être perçu comme une mise à distance désuète inappropriée. L’enjeu est d’enseigner une variété de registres.

COMMENT RENDRE L’ÉTUDE DE LA LANGUE PLUS ENGAGEANTE ?

A.A. : Encourager les productions ! Décaler le temps de l’orthographe pour autoriser d’abord le propos. Lorsqu’un enfant dit “je suis mauvais en français” cela signifie qu’il a des difficultés en orthographe, il faut défaire cette représentation et distinguer la maîtrise de la langue de celle de l’orthographe. La langue est un outil pour se comprendre. De même, l’orthographe de 1990, avec une simplification qui vise à la rendre accessible, est la référence pour l’enseignement. Il faut se focaliser sur les règles essentielles dans un apprentissage des régularités. L’apprentissage en primaire des accords du participe passé est une aberration, il est demandé de l’enseigner alors que l’acquisition de l’invariabilité n’est pas encore en place avec *avoir*. Donnons le temps d’apprendre d’abord l’accord sujet verbe. Et puis, encourageons à manipuler la langue et à s’amuser avec elle, à jouer à faire entendre les accords ou les lettres muettes, à parler comme une grande personne sérieuse ou un jeune, à inverser les mots pour comprendre les logiques syntaxiques... La grammaire ne peut pas être le lieu où on abdiquerait l’esprit critique ou le plaisir d’en jouer. PROPOS RECUEILLIS PAR MATHILDE BLANCHARD

Les propos sont retranscrits en orthographe réformée.

“Alors que la langue sert à créer des liens sociaux, les discours normatifs et moralisateurs installent des illégitimités.”



BIO
Anne Abeillé est professeure à l’université Paris cité, membre du laboratoire de linguistique formelle (CNRS) et des Linguistes atterrées, Anne Abeillé est entre autres autrice de “La grammaire se rebelle” (éditions Le Robert) et co-autrice de “Le français va très bien, merci” (tracts Gallimard)

Les outils qui font gagner du temps aux enseignants

- Échanger avec les familles** (EDUCARTABLE)
- Évaluer au quotidien** (EDULIVRET)
- Faire l’appel** (EDUAPPEL)
- Gérer ma classe** (EDUCLASSE)
- Préparer mon cahier-journal** (EDUJOURNAL)
- Administer l’école** (EDUDIRECTION)
- Éditions** (ÉDITIONS)
- EDUPREPS**
- Affichages et publications pédagogiques**
- Trouver ou partager une fiche de prep’**

déjà choisis par **70 000 de vos collègues.**

EDUMOOV.com

PRÉHISTOIRE | ANTIQUITÉ | MOYEN ÂGE | TEMPS MODERNES | ÉPOQUE CONTEMPORAINE



Pour être contacté,
scannez le QR code

SOCIÉTAIRE CASDEN, C'EST LA CLASSE !

Près de 2 millions de Sociétaires ont choisi de nous faire confiance. Parce que nous connaissons bien les besoins des agents de la Fonction publique : première affectation, déménagement suite à une mutation, achat immobilier⁽¹⁾ et pour tous les autres moments de la vie qui comptent, la CASDEN se tient toujours à vos côtés.



La banque coopérative
de la Fonction publique

Rendez-vous sur [casden.fr](https://www.casden.fr)* ou retrouvez-nous chez



*Coût de connexion selon votre opérateur.

⁽¹⁾Offre soumise à conditions et dans les limites fixées par l'offre de crédit, sous réserve d'acceptation de votre dossier par l'organisme prêteur, la CASDEN Banque Populaire. Pour le financement d'une opération relevant des articles L 313-1 et suivants du code de la consommation (crédit immobilier), l'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours avant d'accepter l'offre de crédit. La réalisation de la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser les sommes versées.

CASDEN Banque Populaire - Société Anonyme Coopérative de Banque Populaire à capital variable - Siège social : 1 bis rue Jean Wiener 77420 Champs-sur-Marne - Siren n° 784 275 778 - RCS Meaux - Immatriculation ORIAS n° 07 027 138 • BPCE - Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 242 487 090 euros. • Siège social : 7, promenade Germaine Sablon 75013 PARIS - Siren n° 493 455 042 - RCS Paris - Immatriculation ORIAS n° 08 045 100 • Conception : •becoming • Crédits photos : SolAir • Illustrations : ©Frédéric Rébena • Document à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle. Ne pas jeter sur la voie publique.